



**Chambre régionale des comptes  
de Champagne-Ardenne**

*Le Président*

Châlons-en-Champagne, le 26 septembre 2011

**LETTRE RECOMMANDEE AVEC ACCUSE DE RECEPTION**

**Personnel - Confidentiel**

N° G/329/JS/IH/2011

Monsieur le Président,

Par courriers en date du 17 août 2011, je vous ai adressé ainsi qu'au président de la société d'économie mixte ARCAVI, le rapport d'observations définitives arrêté par la chambre dont il a été accusé réception le 18 août 2011.

En application de l'article L. 243-5 du code des juridictions financières, chaque destinataire disposait d'un délai d'un mois pour adresser au greffe de la chambre régionale des comptes une réponse écrite.

Le greffe de la chambre a enregistré le 19 septembre 2011 la réponse du président de la société d'économie mixte ARCAVI au rapport d'observations définitives. Aucune réponse de votre part n'est parvenue à la chambre à l'issue du délai fixé. Je vous transmets donc, en qualité d'ordonnateur de la collectivité territoriale détenant une partie du capital, le document final constitué du rapport d'observations définitives et de la réponse reçue.

Je vous rappelle que ce document, qui est également transmis au président de la société d'économie mixte ARCAVI, devra :

1. faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de la plus proche réunion de votre assemblée délibérante ;
2. être joint à la convocation adressée à chacun des membres de l'assemblée délibérante ;
3. donner lieu à un débat.

Il vous appartiendra d'informer la chambre de la date à laquelle le rapport d'observations aura été porté à la connaissance de l'assemblée délibérante.

Après cette réunion, ces observations et la réponse jointe deviendront communicables à toute personne qui en ferait la demande conformément à la loi du 17 juillet 1978.

En application des dispositions de l'article R. 241-23 du code des juridictions financières, les présentes observations sont également transmises à Monsieur le Préfet des Ardennes et à Monsieur l'administrateur général des finances publiques des Ardennes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Jacques SCHWARTZ

Président par intérim,

**Monsieur Benoît HURE**  
**Président du Conseil Général des Ardennes**  
**Hôtel du département**  
**08011 CHARLEVILLE-MEZIERES CEDEX**



Chambre régionale des comptes  
de Champagne-Ardenne

## **RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES**

### **Société d'économie mixte ARCAVI**

Les observations définitives présentées dans ce rapport ont été arrêtées par la  
Chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne  
lors de sa séance du 27 juillet 2011.

## SYNTHESE

- 1.** Créée à l'initiative du département des Ardennes le 7 novembre 1978, la SEM ARCAVI a un objet social étendu qui comprend plusieurs activités non complémentaires et ne respecte pas les dispositions de l'article L. 1521-1 du code général des collectivités territoriales.
- 2.** Son actionnaire majoritaire est le département des Ardennes qui détient 62,50 % du capital social. Si le département est à l'origine de la création de la SEM, cette collectivité devrait réexaminer sa qualité d'actionnaire de cet organisme.
- 3.** La situation financière de la société est particulièrement florissante malgré des frais de siège très importants liés à la construction d'un siège social de plus de 1,2 million d'euros pour 11 agents dont 3 cadres de direction qui ont vu leur rémunération augmenter de plus de 34 % entre 2005 et 2009. Le poids de ces rémunérations représente environ 23 % de la masse salariale de la société ou 6 % du chiffre d'affaires au cours de cette période.
- 4.** Ce chiffre d'affaires, qui a augmenté de plus de 42 % entre 2005 et 2009 est dû à plus de 70 % aux marchés passés avec VALODEA et plus particulièrement au centre de stockage des déchets ultimes (CSDU) d'Eteignières.
- 5.** La SEM ARCAVI n'est pas propriétaire de ce site et l'exploite sur la base de baux emphytéotiques qui suscitent quelques interrogations juridiques qu'il conviendrait de lever. D'autant qu'ils permettent à la SEM de ne verser à la commune d'Eteignières des redevances qui sont sans commune mesure avec l'activité, et de facturer en sus du prix de base des prestations fournies par la SEM ARCAVI, une contribution au titre de la garantie financière dont ni le montant ni les modalités de calcul n'apparaissent explicitement dans les pièces contractuelles transmises à la juridiction. Or, la garantie financière demandée à tout exploitant d'un site de stockage de déchets et dont le montant a été fixé par arrêté préfectoral du 20 août 2008, a été sensiblement réduite.
- 6.** Sur le fondement des informations reçues par la chambre au cours de la phase contradictoire, les prix facturés sur la base du marché de transfert et de traitement des déchets ménagers par la SEM ARCAVI à VALODEA en particulier, ne se limitent pas à l'application stricte des formules contractuelles de révision mais seraient le résultat de négociations extracontractuelles.

## Procédure

7. L'examen de la gestion de la société ardennaise d'amélioration du cadre de vie (ARCAVI) a été inscrit au programme 2010 de la chambre régionale des comptes. L'ouverture de la procédure d'examen de la gestion a été effectuée par courrier du président de la chambre adressé le 3 mai 2010 à M. Patrick DEMORGNY, président de la SEM ARCAVI.

En application de l'article L. 243-2 du code des juridictions financières, l'entretien préalable avec M. DEMORGNY, président de la SEM au cours de la période examinée, a eu lieu le 5 janvier 2011.

8. Dans sa séance du 15 février 2011, la chambre a arrêté des observations provisoires qui ont fait l'objet d'un rapport, lequel a été adressé le 29 mars 2011 à M. Patrick DEMORGNY, président de la SEM ARCAVI au cours de la période en examen de gestion. Des extraits du même rapport ont été adressés à divers destinataires concernés par certains sujets développés dans le cadre de cette procédure.

Les réponses reçues à la faveur de la transmission du rapport provisoire au président de la SEM ARCAVI et des extraits aux personnes ou organismes mis en cause, ont été enregistrées au greffe de la chambre ; les éléments de la procédure sont récapitulés dans le tableau suivant :

| Destinataires                                   | ROP-extrait | Date d'envoi | Date A.R.  | Délai de réponse | Date de réponse |
|---|-------------|--------------|------------|------------------|-----------------|
| Monsieur Patrick Demorgny, président d'Arcavi   | ROP         | 29.03.2011   | 31.03.2011 | 30.05.2011       | 30.05.2011      |
| M. le Président du Conseil Général des Ardennes | Extrait ROP | 29.03.2011   | 31.03.2011 | 30.05.2011       | 09.05.2011      |
| M. le Président du SMDTA- VALODEA               | Extrait ROP | 29.03.2011   | 31.03.2011 | 30.05.2011       |                 |
| M. le Maire de la commune d'Eteignières         | Extrait ROP | 29.03.2011   | 31.03.2011 | 30.05.2011       | 30.05.2011      |
| M. le Maire de la commune de Chalandry Elaire   | Extrait ROP | 29.03.2011   | 01.04.2011 | 31.05.2011       | 18.04.2011      |

Aucune audition n'a été demandée par les personnes disposant de la faculté d'exercer leurs droits dans cette matière.

9. La chambre, dans sa séance du 27 juillet 2011, a rendu définitives les observations ci-après développées.

### **1. PRESENTATION DE LA SEM**

#### **1.1. L'objet social**

10. Créée le 7 novembre 1978 à l'initiative du département des Ardennes, la société ardennaise d'amélioration du cadre de vie (SEM ARCAVI) avait comme objet initial d'exploiter le centre de stockage des déchets ultimes d'Eteignières et d'assurer la gestion du réseau de stations de transfert. Il a été étendu à plusieurs reprises dont la dernière fois le 20 décembre 2004.

11. Aujourd'hui, la SEM ARCAVI a pour objet (article 3 des statuts) :

- a) les études, la réalisation ainsi que la gestion des équipements relatifs à la collecte, à la gestion et à l'élimination des déchets, ainsi qu'à la récupération des matériaux, leur valorisation par tous moyens et leur commercialisation ;
- b) les études, la réalisation ainsi que la gestion des opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières se rapportant aux activités concourant à l'amélioration du cadre de vie y compris dans les domaines environnementaux tenant à l'eau et à l'assainissement, mais également dans les actions intéressant la valorisation énergétique et le développement des matières premières secondaires ;
- c) l'insertion professionnelle des personnes en difficulté ;
- d) la formation des dites personnes, leur suivi et leur réinsertion.

12. Cet objet social particulièrement étendu est contraire aux dispositions de l'article L. 1521-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui permet aux sociétés d'économie mixte d'inclure plusieurs activités dans leur objet social à condition qu'elles soient complémentaires.

**13.** Après avoir examiné les arguments présentés par le président de la SEM ARCAVI, la chambre rappelle que le principe de complémentarité, qui est distinct du principe de spécialité applicable aux seuls établissements publics, suppose, au regard de la jurisprudence administrative [CE 5 juillet 2010 Syndicat National des Agences de Voyage, n°308564] que l'activité accessoire constitue un complément normal de l'activité principale. Si la SEM ARCAVI expose les circonstances dans lesquelles cette activité a été ajoutée à son objet statutaire, elle n'apporte pas d'élément permettant de la qualifier de complémentaire alors que les activités d'insertion professionnelle et de formation mentionnées aux points c) et d) de l'article 3 des statuts sont sans rapport avec l'activité principale décrite aux points a) et b) du même article.

**14.** L'extension progressive de l'objet social de la SEM ARCAVI qui résulte de son histoire, a eu pour effet de cumuler des activités qui ne sont pas complémentaires au sens de l'article L. 1521-1 du CGCT et de la jurisprudence administrative.

**15.** La chambre recommande à la SEM de modifier son objet afin de le rendre conforme aux dispositions précitées.

### **1.2. L'actionnariat de la SEM**

**16.** Constituée à l'origine avec un capital social d'un million de francs (152 449 euros) la SEM a vu son capital augmenter à plusieurs reprises pour atteindre, pour la période sous revue, 4 680 720 euros composé de 26 595 actions détenues par :

- le conseil général des Ardennes à hauteur de 62,50 % soit 16 625 actions ou 2 926 000 euros ;
- VALODEA à hauteur de 5,30 % soit 1 400 actions ou 246 000 euros ;
- la ville de Charleville-Mézières à hauteur de 1,5 % soit 400 actions ou 70 400 euros ;
- la caisse des dépôts et consignations à hauteur de 11,30 % soit 3 000 actions ou 528 000 euros ;
- la chambre de commerce et d'industrie à hauteur de 8 % soit 2 142 actions ou 376 992 euros ;
- la caisse régionale de crédit agricole Nord Est à hauteur de 10,50 % soit 2 800 actions ou 492 000 euros ;
- 19 salariés de la SEM à hauteur de 0,90 % soit 228 actions ou 40 128 euros.

**17.** Si le département est à l'origine de la création de la SEM ARCAVI, juridiquement sa qualité d'actionnaire nécessite une réévaluation.

**18.** En effet, après avoir examiné les réponses tant du président du conseil général des Ardennes que du président de la SEM ARCAVI, l'activité principale de la SEM ARCAVI, exposée au a) de l'article 3 de ses statuts, correspond à la compétence attribuée aux communes par les articles L. 2224-13 et 2224-14 du code général des collectivités territoriales. Le département des Ardennes ne peut utilement se prévaloir de compétences qui lui sont reconnues concernant des activités accessoires de la SEM, en matière d'insertion notamment, cette activité ne présentant d'ailleurs pas de caractère complémentaire à l'activité principale, ainsi qu'il a été exposé ci-dessus (sous § 13). Il ne peut pas non plus utilement invoquer la compétence qu'il tient de l'article L. 541-14 du code de l'environnement dès lors qu'est en cause non pas l'élaboration de ce plan, mais l'exécution de celui-ci. Que si, tant le département que la SEM ARCAVI font valoir que le département est compétent par l'effet de l'article L. 3211-1 du code général des collectivités territoriales qui dispose, dans sa rédaction actuelle, que « Le conseil général règle par ses délibérations les affaires du département », cette disposition ne saurait conférer au département compétence pour interférer dans des compétences attribuées par la loi aux communes [Conseil d'Etat 29 juin 2001 Commune de Mons-en-Baroeul, n°193716], et ce, alors même que les communes, en toute hypothèse, se seraient montrées défailtantes dans l'exercice de cette compétence à l'époque de la création de la SEM.

Ainsi, sans que soit remis en cause l'intérêt public que peut présenter l'intérêt de l'intervention du département, celui-ci ne dispose d'aucune compétence permettant de justifier sa qualité d'actionnaire de la SEM.

**19.** La chambre recommande, en vertu des dispositions combinées des articles L. 1521-1 et L. 2224-13 du CGCT, que le département réexamine sa qualité d'actionnaire de la SEM ARCAVI. La loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales réforme apporte à cet égard un éclairage complémentaire dans ces domaines.

### **1.3. L'administration et le personnel de la SEM**

**20.** La société est administrée par un conseil d'administration de 14 membres dont 10 représentent les collectivités territoriales et leurs groupements qui détermine les orientations de la société et veille à leur mise en œuvre. La direction générale est assurée par M. Jean-Jacques Wary, directeur du développement.

**21.** Le personnel de la SEM est passé de 62 agents en 2005 à 73 en 2009 dont 12 personnes au siège social qui exercent les fonctions support que sont le directeur général – directeur du développement, le directeur administratif et

financier, le directeur d'exploitation, le responsable environnement, le cadre commercial, le responsable sécurité, le comptable et cinq assistantes (deux assistantes techniques dont l'une dédiée à l'assistance administrative du directeur d'exploitation, une assistante du directeur administratif et une assistante du comptable).

22. Les 61 autres personnes qui composent le personnel permanent et spécialisé se répartissent en 3 contremaîtres, un agent de maintenance générale et 57 agents spécialisés. La SEM a aussi recours à l'intérim pour le fonctionnement de ses centres de tri pour les périodes de congés annuels ou pour faire face à un accroissement d'activité.

## 2. L'ACTIVITE ET LA SITUATION FINANCIERE DE LA SEM

Dans sa réponse, le président de la SEM ARCAVI évoque le champ concurrentiel dans lequel évolue cet organisme et souligne le fait que la société qu'il représente exerce une activité industrielle et commerciale. Le représentant de l'organisme contrôlé, citant à l'appui diverses jurisprudences, notamment celles de la CADA, revendique à cet effet des limitations dans la présentation de certaines données qu'il estime couvertes par le secret des affaires.

L'ensemble du présent rapport ne déroge pas aux prérogatives habituelles de production et de publication des juridictions financières dans la circonstance d'une vérification des comptes au sens des dispositions de l'article L.211-4 du code des juridictions financières ou autre examen de la gestion. Le présent rapport s'attache presque exclusivement aux activités de la SEM ARCAVI au titre de son principal « client », le syndicat mixte VALODEA.

Il ressort en effet de la vérification des comptes d'exploitation de la SEM ARCAVI que, au-delà de certaines singularités, les relations entretenues avec les autres collectivités publiques, clientes à titre plus marginal, et les opérateurs industriels, clients pour un volume d'activité assez conséquent, ne nécessitent pas de développements particuliers.

Aucune des données chiffrées, annexes comprises, retenues après vérification dans ce rapport n'a été contestée dans leur grandeur par la SEM ARCAVI au cours de la phase contradictoire de la procédure ; des données intermédiaires ayant parfois été corrigées. En effet, les éléments de la réponse d'ARCAVI pour cette partie et les suivantes du rapport, relèvent souvent du domaine de l'explication ou du commentaire des résultats obtenus citant ponctuellement à l'appui et sous sa responsabilité, des références sectorielles (étude ADEME de 2005 sur les tarifs de l'enfouissement, prix pratiqués par la concurrence pour des prestations réputées similaires).

23. Pour la période sous revue, la situation financière de la SEM est particulièrement florissante (cf. tableaux financiers en annexe) avec un résultat après impôt qui est passé de 261 971 euros en 2005 à 872 526 euros en 2009 soit une augmentation de 232 %. Ce bénéfice est dû à un accroissement du résultat d'exploitation de près d'un million d'euros entre 2005 et 2009.

### Evolution du résultat de la SEM ARCAVI au cours de la période 2005 - 2009

| (en €)                | 2005       | 2006       | 2007       | 2008       | 2009       | Evolution<br>2005 - 2009 |
|-----------------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------------------|
| Produits              | 10 307 218 | 12 388 738 | 13 723 747 | 14 094 251 | 14 399 632 | + 40 %                   |
| Charges               | 10 044 247 | 12 197 600 | 12 928 884 | 13 268 635 | 13 527 106 | + 35 %                   |
| Résultat après impôts | 262 971    | 191 138    | 794 863    | 825 616    | 872 526    | + 232 %                  |

Source : SEM ARCAVI

### Evolution des composantes du résultat de la SEM ARCAVI au cours de la période 2005 - 2009

| (en €)                     | 2005      | 2006       | 2007       | 2008       | 2009       | Evolution<br>2005 - 2009 |
|----------------------------|-----------|------------|------------|------------|------------|--------------------------|
| Produits d'exploitation    | 9 865 294 | 12 016 762 | 12 993 884 | 13 511 856 | 14 140 297 | + 43 %                   |
| Charges d'exploitation     | 9 267 735 | 11 297 934 | 11 621 865 | 12 304 600 | 12 593 165 | + 36 %                   |
| Résultat d'exploitation    | 588 559   | 718 828    | 1 372 019  | 1 207 256  | 1 547 132  | + 163 %                  |
| Produits financiers        | 192 532   | 113 508    | 157 149    | 275 448    | 104 598    | - 46 %                   |
| Charges financières        | 85 562    | 121 873    | 63 475     | 43 979     | 51 130     | - 40 %                   |
| Résultat financier         | 106 970   | (8 365)    | 93 674     | 231 469    | 53 468     | - 50 %                   |
| Produits exceptionnels     | 249 392   | 258 468    | 572 714    | 306 947    | 154 737    | - 38 %                   |
| Charges exceptionnelles    | 208 135   | 197 088    | 452 431    | 204 659    | 134 461    | - 35 %                   |
| Résultat exceptionnel      | 41 257    | 61 380     | 120 283    | 102 288    | 20 276     | - 51 %                   |
| Résultat (avant IS)        | 736 786   | 771 843    | 1 585 975  | 1 541 013  | 1 620 876  | + 120 %                  |
| Participation des salariés | 153 232   | 188 755    | 306 785    | 286 220    | 283 411    | + 85 %                   |
| Impôts sur les sociétés    | 320 583   | 391 950    | 484 328    | 429 177    | 464 939    | + 45 %                   |
| Résultat net               | 262 971   | 191 138    | 794 863    | 825 616    | 872 526    | + 232 %                  |

Source : SEM ARCAVI

24. La SEM intervient dans le domaine du traitement des déchets ménagers qui comprend l'ensemble des opérations relevant de la compétence de VALODEA, à savoir la gestion des centres de tri et des centres de transfert, le transport jusqu'au centre d'enfouissement et la gestion de ce dernier.

25. A ce titre la SEM dispose de centres de transfert appartenant à VALODEA et de trois centres de tri situés à Fumay, Charleville-Mézières et Chalandry-Elaire depuis 2009. Les deux premiers centres appartiennent à VALODEA qui en a confié la gestion à la SEM par deux marchés distincts. Le dernier centre appartient à la SEM ARCAVI et a généré un chiffre d'affaires très modeste de 11 354 euros en 2009.

26. Enfin, le centre de stockage de déchets ultimes (CSDU) d'Eteignières est géré par la SEM ARCAVI qui dispose depuis le 15 décembre 1999 d'un bail emphytéotique. La société traite les déchets des ménages provenant de VALODEA conformément au marché notifié le 24 novembre 2000 portant réception, transport et traitement des déchets des ménages du centre, nord, ouest et sud ouest du département des Ardennes.

27. Alors que le chiffre d'affaires (production vendue) de la SEM est passé de 9,8 millions d'euros en 2005 à 13,9 millions d'euros en 2009, soit une augmentation de 42,5 % au cours de cette période, le montant de l'ensemble des marchés signés avec VALODEA est passé de 6,2 millions d'euros en 2005 à près de 10 millions d'euros en 2009, soit une augmentation de 60,3 %. La part dans le chiffre d'affaires de la société des marchés contractés avec VALODEA hors sous-traitance (prestations DECTRA payées par VALODEA à la SEM ARCAVI qui les reverse à la société DECTRA) a baissé pour passer de 63,8 % en 2005 à 49,4 % en 2009.

Evolution du chiffre d'affaires par nature de prestation  
au cours de la période 2005 - 2009

| (en €)                                 | 2005            | 2006      | 2007             | 2008             | 2009             |                  |
|--|-----------------|-----------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Marché VALODEA - hors sous-traitance   | 3 789 50        | 9         | 3 875 360        | 4 017 052        | 4 002 667        | 4 254 198        |
| Autres prestataires privés ou publics  | 1 648 71        | 1         | 1 901 582        | 1 990 421        | 2 073 690        | 2 060 548        |
| <b>Total prestations CSDU</b>          | <b>5 438 22</b> | <b>0</b>  | <b>5 776 942</b> | <b>6 007 473</b> | <b>6 076 357</b> | <b>6 314 746</b> |
| Prestations DECTRA                     |                 |           | 1 384 620        | 1 365 279        | 1 474 248        | 1 550 879        |
| <b>Total marché traitement VALODEA</b> | <b>3 789 50</b> | <b>9</b>  | <b>5 259 980</b> | <b>5 382 331</b> | <b>5 476 915</b> | <b>5 805 077</b> |
| Centre de tri Fumay                    | 1 491 98        | 3         | 1 582 027        | 1 600 627        | 1 421 965        | 1 352 091        |
| Centre de tri Charleville-Mézières     | 939 818         | 1 184 074 | 1 231 619        | 1 277 745        | 1 264 666        |                  |
| Total centres de tri                   | 2 431 80        | 1         | 2 766 101        | 2 832 246        | 2 699 710        | 2 616 757        |
| <b>Total marchés VALODEA</b>           | <b>6 221 31</b> | <b>0</b>  | <b>9 410 701</b> | <b>9 579 856</b> | <b>9 650 873</b> | <b>9 972 713</b> |
| <b>Total production vendue</b>         | <b>9 756 67</b> | <b>4</b>  | <b>11 943 02</b> | <b>12 778 64</b> | <b>13 368 84</b> | <b>13 899 67</b> |

Source : SEM ARCAVI

Evolution du pourcentage du chiffre d'affaires par nature de prestation  
au cours de la période 2005 - 2009

| (en %)                                 | 2005        | 2006        | 2007        | 2008        | 2009        |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Marché VALODEA – hors sous traitance   | 38,8        | 32,4        | 31,4        | 29,9        | 30,6        |
| Autres prestataires privés ou publics  | 4           | 5           | 4           | 4           | 1           |
| <b>Total prestations CSDU</b>          | <b>16,9</b> | <b>15,9</b> | <b>15,5</b> | <b>15,5</b> | <b>14,8</b> |
| Prestations DECTRA                     | 0           | 2           | 8           | 1           | 2           |
| <b>Total marché traitement VALODEA</b> | <b>55,7</b> | <b>48,3</b> | <b>47,0</b> | <b>45,4</b> | <b>45,4</b> |
| Centre de tri Fumay                    | 4           | 7           | 1           | 5           | 3           |
| Centre de tri Charleville-Mézières     |             | 11,5        | 10,6        | 11,0        | 11,1        |
| <b>Total marchés VALODEA</b>           | <b>38,8</b> | <b>44,0</b> | <b>42,1</b> | <b>40,9</b> | <b>41,7</b> |
| Centre de tri Fumay                    | 4           | 4           | 2           | 7           | 6           |
| Centre de tri Charleville-Mézières     | 15,2        | 13,2        | 12,5        | 10,6        | 9,73        |
|  | 9           | 5           | 3           | 4           |             |
|  | 9,63        | 9,91        | 9,64        | 9,56        | 9,10        |

|  |             |             |             |             |             |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Total centres de tri                             | 38,8        | 44,0        | 42,1        | 40,9        | 41,7        |
|  | 4           | 4           | 2           | 7           | 6           |
| <b>Total marchés VALODEA</b>                     | <b>63,7</b> | <b>78,8</b> | <b>74,9</b> | <b>72,1</b> | <b>71,7</b> |
|  | <b>6</b>    | <b>0</b>    | <b>7</b>    | <b>9</b>    | <b>5</b>    |
| <b>Total marchés VALODEA hors sous-traitance</b> | <b>63,7</b> | <b>55,6</b> | <b>53,6</b> | <b>50,1</b> | <b>49,4</b> |
|  | <b>6</b>    | <b>1</b>    | <b>0</b>    | <b>4</b>    | <b>3</b>    |

Source : SEM ARCAVI

**28.** Le chiffre d'affaires des déchets ménagers et assimilés (DMA) enfouis au CSDU d'Eteignières est passé de 3 792 076 euros en 2005 à 4 254 536 euros en 2009 soit une augmentation de 12,20 % inférieure de 4 points à celle du chiffre d'affaires du CSDU (+ 16,12 %) et de 30 points à celle du chiffre d'affaires de la SEM (+ 42,46 %). Sa part dans le chiffre d'affaires du CSDU demeure stable à plus de 67 % malgré une baisse de plus de 8 % du tonnage des déchets ménagers apportés par VALODEA (55 039 tonnes en 2009 contre 59 913 tonnes en 2005). Cette évolution favorable du chiffre d'affaires s'explique par une augmentation importante du tarif de traitement des déchets ménagers facturés à VALODEA hors TGAP<sup>1</sup> : + 22 % entre 2005 et 2009.

**29.** Enfin, cette augmentation du tarif, soutenue par l'effet favorable de la diversification de ses activités contribue à permettre à la SEM ARCAVI de dégager un résultat après impôts en forte progression sur la période 2005-2009 (voir *supra* point 23) et lui donne également le moyen d'assumer l'accroissement de 26 % de la masse salariale du personnel permanent (44 % pour le personnel du siège) ainsi que la multiplication par 7,5 des frais de siège (cf. 3. Des frais de siège particulièrement importants).

Dans sa réponse le président de la SEM ARCAVI soutient l'argument suivant lequel « avec un effectif constant, le siège a su s'adapter à l'augmentation du volume d'affaires, à la diversification des activités de la SAEM et des sites d'exploitation » en ajoutant, s'agissant de la masse salariale de l'effectif du siège, qu' « il convient de rappeler que les augmentations accordées l'ont été suite aux décisions prises en assemblée par les actionnaires et les décisions validées par les commissaires aux comptes ».

Pour la chambre, ces précisions n'atténuent pas le sens de son constat dans ce domaine.

Evolution du chiffre d'affaires de la SEM, du CSDU et du traitement des DMA  
au cours de la période 2005 - 2009

|  | 2005     | 2006      | 2007      | 2008      | 2009      | Evolution<br>2005 – 2009 |
|--|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------------------|
| Chiffre d'affaires ARCAVI (en €)                                       | 9 756 67 | 11 943 02 | 12 778 65 | 13 368 84 | 13 899 67 | + 42,46 %                |
|  | 4        | 5         | 0         | 2         | 7         |                          |
| Chiffre d'affaires CSDU (en €)   | 5 438 22 | 5 776 942 | 6 007 473 | 6 076 356 | 6 314 746 | + 16,12 %                |
|  | 0        |           |           |           |           |                          |
| Part du chiffre d'affaires du CSDU dans le chiffre d'affaires d'ARCAVI | 55,74 %  | 48,37 %   | 47,01 %   | 45,45 %   | 45,43 %   |                          |
| Chiffre d'affaires des DMA enfouis dans le CSDU                        | 3 792 07 | 3 877 202 | 4 017 052 | 4 005 027 | 4 254 536 | + 12,20 %                |
|  | 6        |           |           |           |           |                          |
| Part du chiffre d'affaires des DMA dans le chiffre d'affaires du CSDU  | 69,37 %  | 67,12 %   | 66,87 %   | 65,91 %   | 67,37 %   |                          |
| Volume apporté au CSDU (en tonnes)                                     | 102 964  | 118 407   | 119 819   | 112 542   | 105 363   | + 2,63 %                 |
| Volume de DMA enfouis dans le CSDU (en tonnes)                         | 59 913   | 58 469    | 58 480    | 56 028    | 55 039    | - 8,14 %                 |
| Part du volume de DMA dans le volume apporté au CSDU                   | 58,19 %  | 49,38 %   | 48,81 %   | 49,78 %   | 52,24 %   |                          |
| Tarif du DMA à la tonne hors TGAP [et hors GF sauf 2009] (en €)        | 63,25    | 66,28     | 68,69     | 71,44     | 77,30 (*) | + 22,21 %                |

Source : SEM ARCAVI

(\*) Tarif intégrant à compter de 2009 de fait une contribution forfaitaire de 3,20 €/tonne au titre de la garantie financière (GF)

## 2.1. Les centres de tri

<sup>1</sup> Taxe générale sur les activités polluantes. La TGAP s'applique à huit catégories d'activités polluantes dont quatre sont en rapport avec la gestion des déchets ménagers et assimilés : le stockage en décharge des déchets ménagers et assimilés, les huiles usagées, l'émission dans l'atmosphère des substances polluantes, les installations classées pour la protection de l'environnement.

30. La SEM ARCAVI exploite les centres de tri de Charleville-Mézières (2.1.1) et de Fumay (2.1.2) pour le compte de VALODEA qui a en projet de les regrouper sur un seul site localisé sur Charleville-Mézières.

### 2.1.1. Le centre de tri de Charleville-Mézières

31. Ouvert en 1999, le centre de tri de Charleville-Mézières est géré par la SEM ARCAVI dans le cadre des marchés de prestation de service d'une durée de deux ans dont le dernier a été signé le 15 décembre 2009 pour une durée initiale de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 avec possibilité de reconduction expresse de deux fois un an.

32. Au cours de la période 2005 – 2009 le tonnage trié est resté stable entre 7 500 tonnes et 8 000 tonnes par an et le coût à la tonne est passé de 148,67 euros en 2005 à 195,14 euros en 2009 soit une augmentation de 31,2 %.

Dans sa réponse, et sans apporter à la juridiction les moyens d'apprécier la force de l'argument, le président de la SEM ARCAVI fait valoir le fait que « *que les périodes de référence (2005 et 2009) ont fait l'objet de deux marchés différents conclus avec VALODEA, indépendants et non renouvelables. La tarification proposée pour chacun des marchés répond à des obligations et conditions d'exécution non identiques et, très certainement, en raison de l'augmentation des missions ainsi que très clairement des modifications des consignes de tri précisé par VALODEA* ».

#### Evolution des produits et des charges du centre de tri de Charleville-Mézières au cours de la période 2005 - 2009

| (en €)                        | 2005      | 2006      | 2007      | 2008      | 2009      | Evolution<br>2005 - 2009 |
|-------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------------------|
| Prestations (en €)            | 939 898   | 1 184 074 | 1 231 619 | 1 277 745 | 1 264 666 | + 34,6 %                 |
| Charges d'exploitation (en €) | 1 147 294 | 1 278 422 | 1 375 857 | 1 561 135 | 1 507 648 | + 31,4 %                 |
| Résultat (en €)               | - 207 396 | - 94 348  | - 144 238 | - 283 390 | - 242 982 |                          |
| Volume traité (en tonnes)     | 7 717     | 7 788     | 7 924     | 8 016     | 7 726     |                          |
| Coût à la tonne (en €)        | 148,67    | 164,15    | 173,63    | 194,75    | 195,14    | + 31,3 %                 |

(Source : ARCAVI)

### 2.1.2. Le centre de tri de Fumay

33. Ouvert en 2003, le centre de tri de Fumay est géré par la SEM ARCAVI dans le cadre d'un marché signé en décembre 2002 pour une durée de cinq ans. Un nouveau marché a été signé le 28 janvier 2008 pour une durée ferme de deux ans et une tranche conditionnelle de deux fois une année.

34. Au cours de la période 2005 – 2009 le tonnage trié est passé de 7 500 tonnes en 2005 à près de 8 000 tonnes en 2009 et le coût à la tonne est passé de 160,30 euros en 2005 à 176,63 euros en 2009 soit une augmentation de 10,2 %.

Dans sa réponse, et en faisant valoir des arguments comparables à ceux développés pour le centre de tri de Charleville-Mézières (Voir supra § 32), le président de la SEM ARCAVI indique « *que l'augmentation du prix de revient sur l'ensemble représente une moyenne annuelle de l'ordre de 2%* ».

#### Evolution des produits et des charges du centre de tri de Fumay au cours de la période 2005 - 2009

| (en €)                        | 2005      | 2006      | 2007      | 2008      | 2009      | Evolution 2005 - 2009 |
|-------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------------------|
| Prestations (en €)            | 1 491 983 | 1 582 027 | 1 600 627 | 1 421 965 | 1 352 091 | - 9,4 %               |
| Charges d'exploitation (en €) | 1 208 181 | 1 292 953 | 1 328 301 | 1 488 687 | 1 407 730 | + 16,5 %              |
| Résultat (en €)               | 283 802   | 289 074   | 272 326   | - 66 722  | - 55 639  |                       |
| Volume traité (en tonnes)     | 7 537     | 7 525     | 7 940     | 8 100     | 7 970     |                       |
| Coût à la tonne (en €)        | 160,30    | 172,82    | 167,29    | 183,79    | 176,63    | + 10,2 %              |

(Source : ARCAVI)

## 2.2. Le centre de stockage de déchets ultimes d'Eteignières

**35.** Le chiffre d'affaires du centre de stockage d'Eteignières est passé de 5,4 millions d'euros en 2005 à 6,3 millions d'euros en 2009 soit une augmentation de près de 17 %. Bien qu'en baisse au cours de cette période, la part du centre de stockage d'Eteignières dans le chiffre d'affaires de la SEM ARCAVI demeure prépondérante avec environ 45 % du total en 2009 (cf. tableau supra – Evolution du pourcentage du chiffre d'affaires par nature de prestation au cours de la période 2005 - 2009).

Dans sa réponse, le président de la SEM ARCAVI apporte les précisions suivantes : « *la part de centre au titre de 2009 représente 45,43% ; la baisse de représentativité est surtout significative en 2006 ; le volume traité sur la période examinée n'enregistre qu'une faible augmentation de + 2,63% et la valorisation des déchets a limité le volume enfoui (- 8,14% sur 5 ans) ».*

Le maire de la commune d'Eteignières fait état dans sa réponse de ses préoccupations manifestées dès 1999, notamment en ce qui concerne les responsabilités éventuelles du Syndicat Mixte de Traitement des Déchets Ménagers Ardennais (VALODEA) en matière de « post-exploitation » du site.

Sur ce dernier point, la chambre ne peut que recommander de se référer aux termes de la réglementation applicable en l'espèce. Il appartient à chacun des acteurs concernés à des échelons divers, s'agissant notamment de la commune d'Eteignières, de VALODEA et de la SEM ARCAVI, de vérifier chacun à son niveau, les responsabilités présentes et futures qui lui incombent dans ces domaines.

### **2.2.1. L'occupation du site**

**36.** Ce centre de stockage se situe sur une emprise foncière de plus de 21 hectares qui a été donnée à bail à la SEM ARCAVI par la commune d'Eteignières par acte notarié du 15 décembre 1999 conformément aux articles L. 451-1 à L. 451-13 du code rural pour une durée de 45 ans à compter du 1<sup>er</sup> juin 2000.

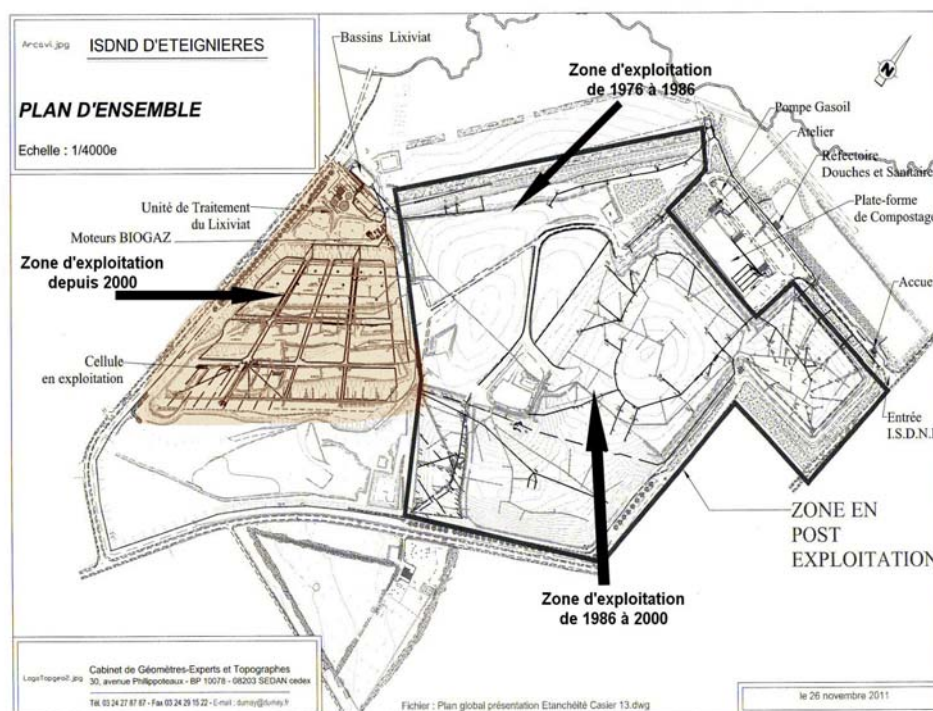
**37.** La SEM ARCAVI s'engage à réaliser sur les terrains donnés à bail les transformations et aménagements permettant l'extension du centre de stockage des déchets, la réalisation des aménagements nécessaires au traitement des lixiviats<sup>2</sup> et à la valorisation et traitement du biogaz, la réalisation des travaux nécessaires au traitement des déchets. La SEM verse à la commune d'Eteignières pendant la période d'exploitation (1<sup>er</sup> juin 2000 au 31 mai 2015) une redevance de 1,68 euro (11 F) par tonne enfouie et, durant la période de surveillance, une redevance annuelle correspondante à la valeur locative agricole des terrains.

**38.** Ultérieurement, la commune d'Eteignières a, par acte du 18 janvier 2008, donné à bail emphytéotique à la SEM ARCAVI un terrain d'une superficie de plus de 55 hectares qui est exclusivement destiné au traitement et à la valorisation des déchets par tout moyen. Le bail est conclu pour une durée de 29 ans à compter, rétroactivement, du 1<sup>er</sup> juin 2007. La SEM verse à la commune un loyer annuel symbolique d'un euro.

**39.** La SEM a donc des droits réels sur une emprise foncière de près de 77 hectares (cf. carte) à laquelle il convient d'ajouter un terrain de 5 156 m<sup>2</sup> qui a été donné à bail par la commune d'Eteignières à VALODEA le 26 novembre 2001 pour une durée de 45 ans et qui est exclusivement destiné au traitement des lixiviats. Sur cette emprise le syndicat a construit une unité de traitement des lixiviats (UTL) qu'il loue à la SEM ARCAVI.

---

<sup>2</sup> Liquide chargé bactériologiquement et chimiquement par la dégradation des déchets lors de la circulation des eaux dans les déchets contenus dans une décharge et/ou extraits d'une décharge.



(Source : ARCAVI)

40. L'analyse des baux conclus entre la commune d'Eteignières et la SEM ARCAVI appelle des interrogations de nature juridique quant à la compétence de la commune bailleresse (a), aux obligations pour le contractant (b), à l'absence de concordance entre les références de parcelles louées et l'arrêté préfectoral d'exploitation (c) et aux conditions particulièrement avantageuses pour la SEM qui seraient de nature à fausser la concurrence (d).

a) **La compétence de la commune bailleresse**

41. Aux termes de l'article L. 1311-2 du code général des collectivités territoriales, un bien immobilier appartenant à une collectivité territoriale peut faire l'objet, en faveur d'une personne privée, d'un bail emphytéotique prévu à l'article L. 451-1 du code rural, en vue de l'accomplissement pour le compte de la collectivité territoriale, d'une mission de service public ou en vue de la réalisation d'une opération d'intérêt général relevant de sa compétence. Le bail emphytéotique est un contrat par lequel le bailleur confère au preneur, appelé emphytéote, un droit réel immobilier nommé emphytéose, pour une durée comprise entre 18 et 99 ans.

42. Les baux conclus entre la commune d'Eteignières et la SEM ARCAVI le 15 décembre 1999 et le 18 janvier 2008 font tous deux référence à l'article L. 451-1 du code rural.

43. Or, les terrains objets du bail ont été mis à disposition de VALODEA par convention du 22 janvier 1976. Le syndicat a réalisé ou fait réaliser des aménagements remboursés à la SEM ARCAVI en 1999 conformément aux clauses du protocole de résiliation de la convention d'affermage entre la SEM ARCAVI et VALODEA qui prévoyaient le retour des équipements à l'actif de VALODEA en fin de contrat.

44. Pourvus de ces aménagements, ces terrains sont considérés comme incorporés au domaine public de la commune d'Eteignières en 1999 lors de la signature du bail emphytéotique suivant les conditions d'appartenance édictées par les articles L. 1, L. 2 et L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

45. Dès lors, le bail ne peut être conclu que sur la base de l'article L. 1311-2 du CGCT qui n'autorise la constitution de droits réels sur le domaine public qu'en vue de l'accomplissement pour le compte de la collectivité contractante d'une mission de service public ou en vue de la réalisation d'une opération d'intérêt général, dans les deux cas relevant de sa compétence.

46. L'objet des baux consentis à la SEM ARCAVI le 15 décembre 1999 et le 18 janvier 2008 n'est pas le traitement des déchets ménagers mais le « traitement et la valorisation des déchets », ce qui n'est de la compétence d'aucune collectivité territoriale. De plus, même si les baux avaient mentionné le traitement des déchets ménagers, la commune n'est plus compétente dans ce domaine depuis son adhésion au SMDTA (devenu VALODEA) en 1976.

**b) Les obligations du contractant et l'équilibre économique du bail**

**47.** La SEM ARCAVI verse à la commune d'Eteignières pour les terrains donnés à bail en décembre 1999 une redevance d'exploitation (jusqu'au 31 mai 2015) de 1,68 euro par tonne enfouie puis une redevance annuelle correspondante à la valeur locative agricole des terrains et pour ceux donnés à bail en janvier 2008 un loyer annuel d'un euro symbolique.

**48.** Dans le cadre d'un bail emphytéotique sur la base de l'article L. 1311-2 du CGCT, la faiblesse du montant de la redevance est compensée par le financement privé d'équipements publics et l'obligation de retour en fin de bail de l'immeuble y compris les aménagements et les améliorations apportées.

**49.** Or, la SEM ARCAVI a signé un contrat de partenariat avec la société Pro2 le 20 mai 2009 en vue de la valorisation du biogaz sur le site. Il a pour objet l'installation et l'exploitation par Pro2 sur le site d'un moteur destiné à transformer le biogaz en électricité. La SEM verse une redevance d'exploitation à Pro2 et vend l'électricité produite à EDF.

**50.** L'article 18 de ce contrat stipule que *« la société ARCAVI obtiendra de la commune d'Eteignières qu'elle renonce à se prévaloir des dispositions des articles 551 et suivants du code civil et par voie de conséquence à revendiquer, à quelque titre que ce soit, la propriété des installations appartenant à Pro2 et qu'elle reconnaisse à la société Pro2 comme seule et unique propriétaire des installations effectuées par elle sur le site en vertu du présent contrat. La commune d'Eteignières devra également autoriser, à titre irrévocable, la société Pro2 à enlever, aux frais de la société Pro2, lesdites installations en fin de contrat et s'engager à porter à la connaissance de tout nouvel acquéreur de l'ensemble immobilier sur lequel les installations de la société Pro2 se trouveront implantées, l'existence du droit de propriété de la société Pro2, et lui imposer la charge de respecter ce droit de propriété. »*

**51.** Ces stipulations contreviennent aux dispositions du bail emphytéotique et notamment celles de l'article 6 qui rappelle que *« le preneur laissera ou abandonnera au bailleur ou à ses représentants, toutes les constructions et augmentations qui existeront lors de la cession du présent bail pour quelque cause qu'elle arrive, sans aucune espèce d'indemnité »*. Il n'appartient pas à la SEM de s'engager pour la commune d'Eteignières pour une renonciation à un droit de propriété dont elle bénéficie de plein droit.

Dans sa réponse, le président de la SEM ARCAVI indique que *« au cas d'espèce, les installations de la société Pro2 destinées à capter puis à traiter les gaz, ne représentent pas des immeubles par destination, ni un aménagement ou une amélioration du fond ou du terrain consenti à bail au sens des dispositions de l'article L. 1311-2 du C.G.C.T. ou de l'article L. 451-1 du Code rural. En effet, il s'agit d'installations mobiles susceptibles d'être déplacées en fonction de la production de gaz dégagée par le sous-sol. Par ailleurs, la redevance versée par la société ARCAVI à Pro2 s'assimile à la location d'un équipement s'agissant de moteurs simplement posés sur une dalle ne constituant pas une installation fixe. Dans ces conditions, il n'y a aucune obligation de retour desdits biens, appartenant à la société Pro2, à la collectivité bailleuse, d'autant plus que la société ARCAVI n'a pas la qualité de propriétaire de ces biens »*.

Cette analyse semble également partagée par le maire de la commune d'Eteignières lorsque ce dernier affirme que *« le matériel mis en œuvre par PRO 2 est une installation mobile en conteneurs. Il ne s'agit aucunement d'une immobilisation au titre comptable, ce qui par exemple n'est pas le cas des réalisations faites par la S.E.M. A.R.C.A.V.I. sur le site, et qui seront évidemment des biens de retour en fin de bail, dès lors que la période de post-exploitation mise à la charge de la S.E.M. A.R.C.A.V.I. sera terminée »*.

Sur le fondement de ces précisions, la chambre ne peut que recommander d'attacher une importance proportionnée aux enjeux, notamment pour la commune d'Eteignières.

**52.** Par ailleurs, dans l'hypothèse où les terrains ne seraient pas incorporés au domaine public de la commune d'Eteignières, cette dernière est libre de gérer son domaine privé dans le cadre de l'article L. 451-1 du code rural. Dès lors, les tribunaux considèrent que la gestion du domaine privé répond essentiellement à des préoccupations d'ordre patrimonial ou financier et non pas à une finalité d'intérêt général.

**53.** Le preneur doit donc s'acquitter d'une redevance d'occupation qui peut être modique mais proportionnelle à l'apport du contrat, c'est-à-dire à l'amélioration en fin de bail de l'immeuble loué ou aux retombées économiques et financières pour la collectivité bailleuse. Le Conseil d'Etat a rappelé (Communauté urbaine de Lyon – 6 avril 1998) que les collectivités doivent vendre ou louer des bâtiments (ou tout immeuble) aux conditions du marché, les modalités de rabais ou d'abattement étant strictement encadrées.

54. La redevance versée par la SEM à la commune d'Eteignières doit être une redevance d'occupation et non d'exploitation et son montant paraît particulièrement faible au regard du chiffre d'affaires de la société et du bénéfice généré par l'activité d'enfouissement.

c) **L'absence de concordance entre l'arrêté du préfet autorisant l'extension de l'exploitation et le bail en vigueur conclu le 15 décembre 1999**

55. Le bail du 15 décembre 1999 porte sur 21 hectares et celui du 18 janvier 2008 sur 55 hectares. Les parcelles mentionnées aux deux baux sont différentes. L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 4422 de 1998 concerne 66 hectares dont les parcelles données à bail du 15 décembre 1999 (bail sur : section A 282 à 296, A 443, 444, 447) et des parcelles qui n'ont fait l'objet d'un bail entre la SEM ARCAVI et la commune d'Eteignières que le 18 janvier 2008 (route Cense Gobron, section A 254 à 264, A 442, 445, 446, 448) d'une contenance totale de 55 hectares.

56. Ce recoupement entre les baux de 1999, 2008 et l'arrêté préfectoral de 1998 permet de constater que la SEM occupait jusqu'en 2008 des parcelles sur lesquelles elle ne disposait pas de droit par bail.

Sur ces différents points, la chambre confirme, indépendamment des précisions apportées tant par le président de la SEM ARCAVI que par le maire de la commune d'Eteignières, la régularisation tardive en 2008, d'une situation non dépourvue de conséquences juridiques jusqu'à cette date.

d) **Des conditions particulièrement avantageuses**

57. La SEM ARCAVI dispose depuis 1999 d'un terrain bénéficiant d'équipements financés pour une grande part par VALODEA avec une redevance fixée non pas en fonction de l'occupation d'un terrain mais de l'exploitation et hors de proportion avec le coût de la prestation. Cette redevance a été fixée à 1,68 euro la tonne enfouie et serait, selon le président de la SEM ARCAVI « *révisée chaque année en fonction des variations de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE* ». Enfin, sur l'emprise donnée à bail du 18 janvier 2008, la redevance a été fixée à l'euro symbolique par an.

58. Ces conditions particulièrement avantageuses pour la SEM seraient de nature à fausser la concurrence mais n'ont pas empêché une augmentation des prix facturés à VALODEA qui sont passés de 43,60 euros (hors garantie financière) en 2000 à 77,30 euros en 2009, ce dernier prix intégrant une contribution au titre de la garantie financière.

Dans sa réponse, le président de la SEM ARCAVI présente des calculs tendant à rapprocher « *la valeur d'une terre agricole occupée ou le montant du loyer aux redevances effectivement perçues par la commune d'Eteignières sur le tonnage enfoui depuis 1999* » pour conclure en définitive et sous sa responsabilité que « *les conditions sont surtout avantageuses pour la collectivité territoriale* » ; que « *la redevance initialement fixée ne représente pas un facteur de nature à fausser la concurrence dès lors que la SAEM avait meilleur intérêt à acquérir ou à louer cette parcelle* » ; que « *les prix sont facturés à VALODEA en fonction du prix de revient à la tonne enfouie et non pas sur le seul critère lié au montant de la redevance* » ; que « *ces prix doivent intégrer le coût post-exploitation* ».

Ces précisions dont les termes sont connus en majorité depuis la phase de l'instruction ne sont pas de nature à modifier substantiellement l'analyse de la chambre.

### 2.2.2. **La garantie financière**

59. Le principe de la garantie financière est prévu à l'article L. 516-1 du code de l'environnement. La mise en exploitation de tout centre de stockage des déchets est subordonnée à la constitution de garanties financières auprès d'établissements bancaires. Cette garantie doit permettre pendant la durée d'exploitation de l'installation classée et en fin d'exploitation de couvrir le risque de défaillance de l'entreprise et de permettre le suivi post exploitation du site pendant 30 ans. Ce risque est couvert par une banque ou une société d'assurance qui accepte un contrat de cautionnement à hauteur du montant de la garantie qui est constituée par l'exploitant sous forme d'une provision qui est alors consignée auprès de la banque ou de la société d'assurance. Le montant ainsi que le délai de constitution de la garantie sont fixés par arrêté préfectoral. Celui du 20 août 2008 (n° 4806) a prévu un renouvellement de la garantie financière de 2 535 003 euros.

60. Conformément aux dispositions précitées la SEM a souscrit le 30 juin 1999 une caution d'un montant de 4 940 567,70 euros (32 408 000 F) pour la période du 14 juin 1999 au 14 juin 2004, puis le 26 juillet 2004 pour un montant de 5 332 664,18 euros pour la période du 14 juin 2004 au 14 juin 2009 qui a été réduite à 2 533 003 euros par avenant du 23 octobre 2008 et pour un montant de 2 535 003 euros pour la période du 15 juin 2009 au 14 juin 2014, après accord du préfet des Ardennes donné par courrier du 16 juillet 2009.

61. Or, les comptes de la SEM ARCAVI font apparaître à son bilan une provision qui est passée de 2,8 millions d'euros en 2005 à 3,4 millions d'euros en 2009.

Dans sa réponse, le président de la SEM ARCAVI indique qu' « en raison des risques encourus et des règles de prudence adoptées par la société ARCAVI, la provision relative à cette garantie a été portée à 3 415 838 €. Cette provision validée par le commissariat aux comptes, supérieure au montant fixé par arrêté préfectoral, démontre la volonté de la SAEM à se protéger au mieux de tout risque lié à l'exploitation d'un centre de stockage de déchets ».

Evolution des provisions au cours de la période 2005 - 2009

| (en €)                  | 2005         | 2006         | 2007         | 2008         | 2009         |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Suivi post exploitation | 524 600,00   | 524 600,00   | 431 405,00   | 358 829,00   | 168 212,00   |
| Garanties financières   | 2 286 756,60 | 2 611 605,53 | 2 933 005,33 | 3 247 626,96 | 3 247 626,96 |
| Total provisions        | 2 811 356,60 | 3 136 205,53 | 3 364 410,33 | 3 606 455,96 | 3 415 838,96 |

Source : SEM ARCAVI

62. De plus, pour ce qui concerne le marché VALODEA signé en décembre 2000, le prix du traitement de la tonne des déchets ménagers est passé de 43,60 euros en 2000 (dernière année d'application du contrat d'affermage) à 62,05 euros en 2001 (première année d'exécution du marché public avant effet de l'avenant n°1 du 21 août 2001, date du courrier accompagnant sa transmission au titulaire), sans modification de service permettant d'expliquer cette augmentation de plus de 40 %, et n'a mentionné la garantie financière que dans un avenant du 21 août 2001 sans en préciser le montant. Ce dernier pourrait être déterminé par référence au montant fixé à l'avenant n° 3 à la convention d'affermage qui, en mars 1999, l'a fixé à 21 F soit 3,20 euros par tonne enfouie. Ce tarif, appliqué aux clients de la SEM, a été calculé sur la base d'un apport annuel de 103 000 tonnes (pour un apport annuel autorisé de 120 000 tonnes sur le site d'Eteignières) avec une exploitation de 15 ans et une garantie financière de 4 940 568 euros.

63. En raison de la garantie dont le niveau figure dans l'arrêté préfectoral du 20 août 2008 susmentionné et de l'avenant du 23 octobre 2008 au contrat d'assurance, une fixation explicite sous la forme juridique la plus appropriée, du montant à facturer au titre de la garantie financière aurait paru logique. En effet, l'avenant n°1 du 21 août 2001 fixe explicitement un tarif de base hors GF (garantie financière) sans précision chiffrée pour cette dernière. Or, les prix facturés à VALODEA distinguent encore tout au long de l'année 2008, un montant correspondant à la garantie financière (GF). Au surplus, cette présentation change en 2009, année au cours de laquelle, cette composante GF est fondue dans le tarif de base et n'apparaît plus séparément, ni sur la facturation, ni sur les bordereaux d'exploitation, ni dans le compte de produit n° 70650200 et 70621100 au **compte de résultat à la liasse fiscale à l'instar du traitement au cours des exercices précédents.**

Or, dans sa réponse, le président de la SEM ARCAVI indique que « la facturation de cette garantie financière a cessé bien avant l'intervention de la Chambre. Cette décision conforme à l'avis de la Chambre a été prise très rapidement (2 mois après l'avenant du 24 octobre 2008). A ce jour, il n'y a plus de sujet sur ce point ».

En l'état, la chambre ne peut que maintenir le sens de son observation.

Sur le fondement des informations reçues par la chambre au cours de la phase contradictoire, les prix facturés sur la base du marché de transfert et de traitement des déchets ménagers par la SEM ARCAVI à VALODEA en particulier, ne se limitent pas à l'application stricte des formules contractuelles de révision mais seraient le résultat de négociations extra-contractuelles.

Les tarifs ainsi fixés peuvent, selon les années, être inférieurs au tarif normalement issu des mécanismes de la tarification contractuelle. Les montants arrêtés dans ce contexte sont ensuite majorés d'une somme forfaitaire au titre d'une garantie financière dont ni le montant ni les modalités de calcul ne sont déterminés par le contrat issu du marché public et ses avenants portés à la connaissance de la juridiction. Le détail des modalités de révision et de facturation de la garantie financière figure à l'annexe 5 du présent rapport.

Evolution du prix facturé à VALODEA au cours de la période 2005 - 2009

| (en € à la tonne) | 2005  | 2006  | 2007  | 2008  | 2009      |
|-------------------|-------|-------|-------|-------|-----------|
| Prix unitaire     | 63,25 | 66,28 | 68,69 | 71,44 | 77,30 (*) |

|                     |       |       |       |       |   |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|---|
| Garantie financière | 3,20  | 3,20  | 3,20  | 3,20  | Montant non explicite dans les factures |
| Prix facturé        | 66,45 | 69,48 | 71,89 | 74,64 | 77,30 (*)                               |

Source : mandats VALODEA

(\*) Tarif incluant une contribution au titre de la garantie financière (GF) réputée égale à 3,20 €/tonne

### 2.3. Le site de Chalandry-Elaire

**64.** La SEM ARCAVI a acquis un terrain à Chalandry-Elaire en juin 2006 d'une superficie de plus de 4 hectares pour un montant de 117 308 euros soit 2,52 euros le m<sup>2</sup> et un autre mitoyen en juin 2008 d'une superficie de près de 12 hectares pour un montant de 136 000 euros soit 1,17 euro le m<sup>2</sup>. Si le second a été acheté à un particulier, le premier l'a été auprès de la commune de Chalandry-Elaire, dont le maire est M. Wary, directeur général de la SEM. Outre, le fait que ce terrain a été acquis plus du double du prix d'achat du terrain mitoyen, aucun avis du service du domaine (France Domaine) n'a été requis en contradiction avec les dispositions du décret n° 86-455 du 14 mars 1986 qui prévoient que les sociétés d'économie mixte sont tenues de recueillir l'avis du service du domaine avant toute acquisition à l'amiable de droits immobiliers donnant vocation à l'attribution en pleine propriété d'immeubles d'une valeur totale égale ou supérieure à un montant de 75 000 euros en 2006.

Dans sa réponse, le maire de la commune de Chalandry-Elaire indique que « *le conseil municipal de Chalandry-Elaire réuni le 22 décembre 2005, a répondu favorablement à l'offre faite par le Président de la Sté Anonyme d'Economie Mixte ARCAVI, Monsieur Clément SERVAIS, concernant les ventes des terrains au lieudit « Le Bochet » situés en zone UZ (industrielle) et viabilisés pour un tarif de 2,52 €/m<sup>2</sup>. Il précise en complément que « les autres terrains sont en l'état de pâture agricole (en partie en zone UZ) et le fait pour ARCAVI de les avoir négociés à 1,17 €/m<sup>2</sup> démontre une excellente négociation de la part de cette dernière, à notre avis. Le conseil municipal, réuni en séance ordinaire le 11 avril 2011, précise, s'il fallait le justifier, que le prix des terrains avait été convenablement négocié à l'époque (2005) ».*

Le président de la SEM ARCAVI fait valoir pour sa part que « *la différence de prix se justifie par la viabilisation du terrain vendu par la collectivité contre un terrain à viabiliser cédé par un particulier. Il précise également que « Monsieur WARY n'a pas participé aux délibérations ni au vote concernant la vente dudit terrain à la société ARCAVI ».*

S'agissant des modalités d'achat dudit terrain, le président de la SEM ARCAVI estime, en faisant référence aux termes de l'article 3 du décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié relatif aux modalités de consultation du service des domaines (France Domaine) que la « *SEM ARCAVI n'ayant pas pour objet des activités immobilières ou d'aménagement, n'entre pas dans le champ d'application de ce texte* ». Cette analyse n'est pas celle de la chambre.

**65.** Sur ce site, la SEM a souhaité développer des activités de diversification orientées de manière significative vers le secteur privé. Outre un centre de tri ouvert en 2009, le site accueille une plateforme bois ainsi qu'une déchèterie pour les équipements électriques (D3E) en fin de vie d'origine professionnelle et grand public. Ces activités, exceptée la D3E, sont déficitaires.

#### Evolution du résultat des autres activités de traitement au cours de la période 2006 - 2009

| (en €)        | 2006     | 2007     | 2008      | 2009      |
|---------------|----------|----------|-----------|-----------|
| Plateforme    | - 78 817 | 120 525  | - 130 407 | - 135 189 |
| D3E           | - 52 066 | - 37 617 | 58 422    | 55 923    |
| Déchèterie    |          |          |           | - 16 975  |
| Centre de tri |          |          |           | - 11 353  |

Source : SEM ARCAVI

S'agissant du volume d'activité réalisé sur le site de Chalandry-Elaire, le président de la SEM ARCAVI fait valoir le fait que « *certaines activités sont exécutées seulement au titre d'un mois (ouverture en décembre 2009). Il estime que « à l'issue d'au moins deux années d'activité, la SAEM sera en mesure d'évaluer la capacité de ce secteur et si nécessaire de réexaminer les critères de fonctionnement pour en tirer un meilleur profit ».*

**66.** Sur le terrain acquis en juin 2008, la société a décidé de construire un bâtiment qui est devenu son siège social. Elle occupait jusqu'à la fin de l'année 2009 des locaux rue Camille Didier à Charleville-Mézières pour lesquelles la société payait un loyer qui était de 12 052,40 euros en 2009. Le nouveau bâtiment d'une superficie de 475 m<sup>2</sup> a coûté 1 272 603 euros TTC hors achat du terrain pour installer 11 personnes. Cet investissement représente 2 584 euros le m<sup>2</sup> ou encore 111 600 euros par agent. Mais surtout il correspond à plus de 100 ans de location des anciens locaux.

S'agissant de la construction du nouveau siège, le président de la SEM ARCAVI précise que « la comparaison entre le montant du loyer des anciens bureaux à Charleville-Mézières et le coût global de l'investissement ne tient pas compte de l'incidence patrimoniale à la société par rapport à un loyer représentant une charge nette pour la SAEM ARCAVI ».

Il ajoute qu'« auparavant, la SAEM ARCAVI disposait en location de locaux professionnels situés à Charleville-Mézières et à Chalandry Flaire. Outre leur éloignement, ces bureaux ne correspondaient plus aux normes attendues pour un site professionnel. Leur remplacement par un seul bâtiment de haute qualité environnementale ne permet pas une comparaison ».

Ces précisions n'atténuent pas le sens de l'observation de la chambre dans la mesure où le rapprochement, à titre de comparaison, avec les normes de surface par agent applicables dans les administrations publiques, renforce sa pertinence.

### **3. DES FRAIS DE SIEGE PARTICULIEREMENT IMPORTANTS**

**67.** Outre des locaux spacieux et particulièrement bien dotés en équipements divers tels qu'un « office de réchauffage » d'un montant de 15 500 euros comprenant notamment un fourneau vitro céramique à plus de 4 000 euros, un lave vaisselle de plus de 2 000 euros et un four à micro ondes spécial pour remise à température des assiettes ou plats garnis à plus de 1 000 euros, les 11 agents du siège social en fonction en 2009 bénéficient de rémunérations qui ont augmenté de plus de 34 % entre 2005 et 2009 soit 10 points de plus que l'augmentation de la masse salariale totale (+ 25,58 %).

**68.** Pour les trois dirigeants les mieux payés, en l'occurrence le directeur du développement-directeur général, la directrice administrative et financière et le directeur d'exploitation, l'augmentation au cours de cette période est la même. Toutefois, leur rémunération représente plus de 20 % de la masse salariale de la société ou encore 6 % du chiffre d'affaires de la société ou enfin équivalent au résultat net de la société. De plus, ces dirigeants bénéficient d'une voiture de fonction excepté, depuis 2009, l'un des directeurs qui perçoit une indemnité mensuelle de 1 500 euros en lieu et place du véhicule de fonction qui lui était attribué et qui correspond en fait au prix de la location mensuelle de ce véhicule.

Dans sa réponse, le président de la SEM ARCAVI indique notamment que « les rémunérations allouées à l'effectif de direction ont été décidées et validées par les instances prévues pour les sociétés de capitaux et plus précisément les sociétés anonymes (Conseil d'administration et assemblée générale). Il précise que « dans les missions dévolues aux commissaires aux comptes figurent la surveillance de ces rémunérations avec mention obligatoire dans le rapport relatif à l'assemblée générale ordinaire d'affectation des résultats. Au cas particulier, le rapport du commissaire aux comptes ne fait état d'aucune remarque sur la nature et le montant desdites rémunérations ».

Ces explications n'atténuent pas le sens du constat fondé des éléments objectifs observés par la chambre

#### Evolution de la masse salariale des 3 dirigeants les mieux payés au cours de la période 2005 - 2009

| (en €)   | 2005        | 2006        | 2007        | 2008        | 2009        | Evolution 2005 -<br>2009 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------------------|
| Total direction (traitement brut + avantages)        | 443 476     | 482 288     | 506 572     | 540 440     | 596 240     | 34,45 %                  |
| Charges sociales (43 % du salaire)                   | 190 695     | 207 384     | 217 826     | 232 389     | 256 383     | 34,45 %                  |
| Total masse salariale de la direction                | 634 171     | 689 672     | 724 398     | 772 829     | 852 623     | 34,45 %                  |
| Total masse salariale de la SEM                      | 2 948 000   | 3 152 465   | 3 616 743   | 3 676 061   | 3 702 032   | 25,58 %                  |
| <b>Direction / SEM</b>                               | <b>22 %</b> | <b>22 %</b> | <b>20 %</b> | <b>21 %</b> | <b>23 %</b> |                          |
| Chiffre d'affaires de la SEM                         | 9 756 674   | 11 943 025  | 12 778 650  | 13 368 842  | 13 899 677  | 42,46 %                  |
| <b>Direction / CA</b>                                | <b>6 %</b>  | <b>6 %</b>  | <b>6 %</b>  | <b>6 %</b>  | <b>6 %</b>  |                          |
| Résultat net   | 262 971     | 191 138     | 794 863     | 825 616     | 872 526     | 231,80 %                 |
| Total masse salariale de la direction / résultat net | 241 %       | 361 %       | 91 %        | 94 %        | 98 %        |                          |

Source : SEM ARCAVI

#### Coût du personnel de direction et du siège dans l'ensemble du personnel permanent en 2009

|                  | <b>Direction<br/>(3 personnes)</b> | <b>Siège<br/>(11 personnes)</b> | <b>Personnel<br/>permanent<br/>(71 personnes)</b> | <b>Direction /<br/>Personnel</b> | <b>Siège /<br/>Personnel</b> |
|------------------|------------------------------------|---------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------|
| Traitement brut  | 583 738 €                          | 906 563 €                       | 2 478 152 €                                       | 23,56 %                          | 36,58 %                      |
| Avantages        | 12 500 €                           | 17 338 €                        | 17 338 €  | 72,10 %                          | 100 %                        |
| Total brut       | 596 238 €                          | 923 901 €                       | 2 495 489 €                                       | 23,89 %                          | 32,07 %                      |
| Charges sociales | 265 000 €                          | 427 479 €                       | 1 206 543 €                                       | 21,96 %                          | 35,43 %                      |
| Total            | 861 238 €                          | 1 351 380 €                     | 3 702 032 €                                       | 23,26 %                          | 36,50 %                      |
| Intéressement    | 13 691 €                           | 24 708 €                        | 93 779 €  | 14,60%                           | 26,35 %                      |
| Coût SEM         | 874 929 €                          | 1 376 088 €                     | 3 795 811 €                                       | 23,05 %                          | 36,25 %                      |
| Participation    | 30 861 €                           | 55 312 €                        | 186 031 €   | 16,59 %                          | 29,73 %                      |
| <b>Total</b>     | <b>905 790 €</b>                   | <b>1 431 400 €</b>              | <b>3 981 842 €</b>                                | <b>22,75 %</b>                   | <b>35,95 %</b>               |

(Source : bulletins de salaires et comptes de résultat)

**69.** In fine, ce siège social (fonctionnement ainsi que la masse salariale du siège) représente près de 16 % du chiffre d'affaires de la SEM en 2009 contre 11 % en 2005 et son coût a été plus que doublé au cours de cette période. Ces frais de siège représentaient 7 euros par tonne de déchets apportés par VALODEA pour être enfouis au CSDU en 2005 et facturés à VALODEA. Ils sont passés à 13 euros en 2009 dont 5 euros uniquement pour la part du personnel de direction<sup>3</sup>.

Evolution des frais de personnel et de fonctionnement du siège  
au cours de la période 2005 - 2009

|  | <b>2005</b>      | <b>2 006</b>     | <b>2 007</b>     | <b>2 008</b>     | <b>2009</b>      |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Total direction  | 641 666          | 698 823          | 733 576          | 780 985          | 861 778          |
| Total siège  | 960 079          | 1 123 270        | 1 291 564        | 1 366 105        | 1 379 315        |
| Masse salariale Personnel Permanent  | 2 948 000        | 3 152 465        | 3 616 743        | 3 676 061        | 3 702 032        |
| <b>Direction/personnel permanent</b>                                       | <b>21,77%</b>    | <b>22,17%</b>    | <b>20,28%</b>    | <b>21,25%</b>    | <b>23,28%</b>    |
| Chiffre d'affaires Arcavi  | 9 756 674        | 11 943 025       | 12 778 650       | 13 368 842       | 13 899 677       |
| Direction / chiffre d'affaires   | <b>6,58%</b>     | <b>5,85%</b>     | <b>5,74%</b>     | <b>5,84%</b>     | <b>6,20%</b>     |
| <b>Personnel permanent / chiffre d'affaires</b>                            | <b>30,22%</b>    | <b>26,40%</b>    | <b>28,30%</b>    | <b>27,50%</b>    | <b>26,63%</b>    |
| Résultat net Arcavi  | 262 971          | 191 138          | 794 863          | 825 616          | 872 526          |
| Fonctionnement siège   | 120 213          | 356 193          | 356 950          | 889 818          | 905 823          |
| Personnel du siège + fonctionnement du siège                               | <b>1 080 292</b> | <b>1 479 463</b> | <b>1 648 514</b> | <b>2 255 923</b> | <b>2 285 138</b> |
| <b>Fonctionnement + Personnel du siège / Chiffre d'affaires<br/>ARCAVI</b> | <b>11%</b>       | <b>12%</b>       | <b>13%</b>       | <b>17%</b>       | <b>16%</b>       |

Source : SEM ARCAVI

**70.** La SEM ne produit pas de document permettant d'individualiser le résultat de chaque prestation par nature de déchet ou par type de client si ce n'est une balance analytique, document de synthèse annuel, qui présente pour chaque année les charges et les produits par « centre de coût », en fait la localisation géographique des dépenses. La lecture de document montre que les charges de personnel dont ceux du siège social ont été réparties selon une clé de répartition qui est le chiffre d'affaires par site.

S'agissant de la présentation, chaque année des charges et des produits par « centre de coût » et de la répartition des charges de personnels de la société selon une clé de répartition (chiffre d'affaires par site), le président de la SEM ARCAVI indique que « cette présentation est tout à fait classique en comptabilité analytique pour des activités industrielles et commerciales exercées sur des sites différents, et les conditions dans lesquelles les frais de personnel sont traités analytiquement n'ont jamais été contestées par les administrateurs, les actionnaires ou les commissaires aux comptes de la société »

**71.** Une méthode de neutralisation de l'effet de cette clé de répartition pour 2009 (**annexe 7**) tend à mettre en exergue le poids élevé des frais de siège et à situer, pour la SEM ARCAVI, les enjeux financiers du centre de stockage des déchets ultimes d'Eteignières dont le niveau actuel de rentabilité permet la prise en charge d'une part prépondérante des frais de siège.

<sup>3</sup> Sur la base de la clé de répartition communiquée par la SEM ARCAVI dans sa comptabilité analytique. Les frais de siège ont ainsi été intégrés à hauteur de 56 % en 2009 dans le chiffre d'affaires du CSDU : puis le montant obtenu a été proratisé en fonction du chiffre d'affaires des déchets ménagers par rapport au chiffre d'affaires du CSDU et enfin divisé par le tonnage de déchets ménagers apportés par VALODEA.

Le président de la SEM ARCAVI estime que la méthode proposée par la chambre et consistant à « *neutraliser cette clé de répartition pour effectuer un retraitement des charges de personnels, en dissociant celles qui sont relatives au fonctionnement du siège, pour en tirer des conclusions sur la situation du centre de stockage des déchets ultimes d'Eteignières dont la gestion deviendrait alors largement bénéficiaire* » n'est pas adaptée.

Le président de la SEM ARCAVI ajoute que « [...] *la société évolue dans un monde concurrentiel dans lequel elle doit adapter en permanence ses moyens d'exploitation à la réalité du marché sur lequel elle intervient* [...] ».

Pour la chambre, et en complément du retraitement de données comptables tel qu'il est mentionné dans ce qui précède, il ne peut être contesté que la pression concurrentielle aboutissant à la formation du prix des prestations pour la période qui s'ouvre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, n'a pas été défavorable à la SEM ARCAVI. Pour autant, les frais de siège introduisent un degré de rigidité qui doit être pris en considération.

Telles sont les observations que la chambre régionale des comptes formule à la suite de l'examen de la gestion société d'économie mixte ARCAVI

**ANNEXES**

**Annexe n° 1 – Résultat de la SEM ARCAVI  
au cours de la période 2005 - 2009**

| <b>PRODUITS</b>  | <b>2005</b>          | <b>2006</b>           | <b>2007</b>           | <b>2008</b>           | <b>2009</b>           | <b>évolution<br/>2009/2005</b> |
|--|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------------|
| <b>Produits d'exploitation</b>   |                      |                       |                       |                       |                       |                                |
| Vente de marchandises (707 - 7097)   | 0                    | 0                     | 4 163                 |                       | 0                     |                                |
| Production vendue de biens (70 sauf 707 - 7097)                                    | 24 435               | 92 971                | 90 078                | 193 192               | 188 723               | <b>672%</b>                    |
| Production vendue de services  | 9 732<br>239         | 11 850<br>054         | 12 684<br>409         | 13 175<br>650         | 13 710<br>954         | <b>41%</b>                     |
| <b>Montant net du chiffre d'affaires</b>   | <b>9 756<br/>674</b> | <b>11 943<br/>025</b> | <b>12 778<br/>650</b> | <b>13 368<br/>842</b> | <b>13 899<br/>677</b> | <b>42%</b>                     |
| production stockée (713)   | 0                    | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |                                |
| Subvention d'exploitation (74)   | 28 688               | 6 885                 | 500                   | 0                     | 0                     | <b>-100%</b>                   |
| Reprises sur provisions (781)  | 24 454               | 15                    | 94 323                | 98 534                | 190 987               | <b>681%</b>                    |
| Transferts de charges (791)  | 55 229               | 66 808                | 120 286               | 44 475                | 49 078                | <b>-11%</b>                    |
| Autres produits (75 sauf 755)  | 249                  | 29                    | 125                   | 5                     | 555                   | <b>123%</b>                    |
| <b>Total des produits d'exploitation</b>   | <b>9 865<br/>294</b> | <b>12 016<br/>762</b> | <b>12 993<br/>884</b> | <b>13 511<br/>856</b> | <b>14 140<br/>297</b> | <b>43%</b>                     |
| <b>Charges d'exploitation</b>  |                      |                       |                       |                       |                       |                                |
| Achats de marchandises (607-6087-6097)   | 0                    | 0                     | 3 532                 | 0                     | 0                     |                                |
| Variation de stocks de marchandises (6037)   | 0                    | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |                                |
| Achats stockés d'approvisionnement(601-602-6081-6082-6091-6092)                    | 0                    | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |                                |
| Variation de stocks d'approvisionnement(6031-6032)                                 | 402                  | -628                  | 2 018                 | -30                   | 2 452                 |                                |
| Autres achats et charges externes(604-605-606-6084-6085-6086-6094-6095-6096-61-62) | 3 502<br>108         | 5 357<br>719          | 5 075<br>834          | 6 049<br>610          | 6 065<br>885          | <b>73%</b>                     |
| <b>Impôts, taxes et versements assimilés(63)</b>                                   | 995 269              | 1 032<br>974          | 1 098<br>389          | 1 116<br>389          | 1 654<br>253          | <b>66%</b>                     |
| <b>Charges de personnel</b>  |                      |                       |                       |                       |                       |                                |
| Salaires et traitements (641-644-648)  | 1 985<br>533         | 2 125<br>382          | 2 445<br>738          | 2 501<br>169          | 2 495<br>489          | <b>26%</b>                     |
| Charges sociales (645-646-647-648)   | 962 467              | 1 027<br>083          | 1 171<br>005          | 1 174<br>892          | 1 206<br>543          | <b>25%</b>                     |
| <b>Dotations aux amortissements et aux provisions</b>                              |                      |                       |                       |                       |                       |                                |
| Sur immobilisations : dotation aux amortissements (6811-6812)                      | 1 490<br>214         | 1 404<br>462          | 1 480<br>173          | 1 121<br>571          | 1 153<br>586          | <b>-23%</b>                    |
| sur Immobilisations : dotation aux provisions(6816)                                |                      | 0                     | 0                     | 0                     |                       |                                |
| Sur actif circulant : dotation aux provisions(6817)                                | 0                    | 4 085                 | 0                     | 0                     |                       |                                |
| Risques, charges, garantie financ.: dot. aux provisions(6815)                      | 323 994              | 324 849               | 321 400               | 314 622               | 0                     | <b>-100%</b>                   |
| <b>Autres charges (65 sauf 655)</b>  | 16 748               | 22 008                | 23 776                | 26 377                | 14 957                | <b>-11%</b>                    |
| <b>Total des charges d'exploitation</b>  | <b>9 276<br/>735</b> | <b>11 297<br/>934</b> | <b>11 621<br/>865</b> | <b>12 304<br/>600</b> | <b>12 593<br/>165</b> | <b>36%</b>                     |
| <b>Résultat d'exploitation</b>   | <b>588 559</b>       | <b>718 828</b>        | <b>1 372<br/>019</b>  | <b>1 207<br/>256</b>  | <b>1 547<br/>132</b>  | <b>163%</b>                    |
| <b>Produits financiers</b>   |                      |                       |                       |                       |                       |                                |
| De participations (761)  | 0                    | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |                                |
| Autres valeurs mobilières de créances de l'actif immob. (762)                      | 0                    | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |                                |
| Autres intérêts et produits assimilés (763 - 764 - 765 - 768)                      | 10 230               | 21 263                | 17 382                | 46 300                | 39 898                |                                |
| Reprises sur provisions (786)  | 0                    | 0                     | 2 748                 | 41 698                | 5 250                 |                                |
| transfert de charges (796)   | 0                    | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |                                |
| Différence positives de change (766)   | 0                    | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |                                |
| Produits nets sur cessions de V.M.P. (767)   | 182 302              | 92 245                | 137 019               | 187 450               | 59 450                | <b>-67%</b>                    |

|  |                            |                            |                            |                            |                            |                  |
|--|----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|------------------|
| <b>Total des produits financiers</b>                     | <b>192 532</b>             | <b>113 508</b>             | <b>157 149</b>             | <b>275 448</b>             | <b>104 598</b>             | <b>-46%</b>      |
| <b>Charges financières</b>                               |                            |                            |                            |                            |                            |                  |
| Dotations aux amortissements et aux provisions(686)      | 10 650                     | 39 046                     | 0                          | 0                          |                            |                  |
| Intérêts et charges assimilées (661-664-665-668)         | 74 912                     | 72 597                     | 62 751                     | 43 979                     | 51 130                     | -32%             |
| Différences négatives de change(666)                     | 0                          | 0                          | 0                          | 0                          |                            |                  |
| charges nettes sur cessions de V.M.P(667)                | 0                          | 10230                      | 724                        | 0                          |                            |                  |
| <b>Total des charges financières</b>                     | <b>85 562</b>              | <b>121 873</b>             | <b>63 475</b>              | <b>43 979</b>              | <b>51 130</b>              | <b>-40%</b>      |
| <b>Résultat financier</b>                                | <b>106 970</b>             | <b>-8 365</b>              | <b>93 674</b>              | <b>231 469</b>             | <b>53 468</b>              | <b>-50%</b>      |
| <b>Produits exceptionnels</b>                            |                            |                            |                            |                            |                            |                  |
| Sur opérations de gestion (771- 772 - 773)               | 0                          | 40 489                     | 0                          | 0                          | 0                          |                  |
| Sur opérations en capital (775 - 777 - 778)              | 249 392                    | 217 979                    | 528 571                    | 293 769                    | 141 559                    |                  |
| Reprises sur provisions (787)                            | 0                          | 0                          | 44 143                     | 13 178                     | 13 178                     |                  |
| transferts de charges (797)                              | 0                          | 0                          |                            |                            |                            |                  |
| <b>Total des produits exceptionnels</b>                  | <b>249 392</b>             | <b>258 468</b>             | <b>572 714</b>             | <b>306 947</b>             | <b>154 737</b>             |                  |
| <b>Charges exceptionnelles</b>                           |                            |                            |                            |                            |                            |                  |
| Sur opération de gestion(671)                            | 0                          | 15 486                     | 0                          | 16 076                     | 135                        |                  |
| Sur opération en capital (675-678)                       | 367                        | 34 613                     | 383 942                    | 113 693                    | 13 507                     |                  |
| Dotations aux amortissements et aux provisions(687)      | 207 768                    | 146 989                    | 68 489                     | 74 890                     | 120 819                    |                  |
| <b>Total des charges exceptionnelles</b>                 | <b>208 135</b>             | <b>197 088</b>             | <b>452 431</b>             | <b>204 659</b>             | <b>134 461</b>             | <b>-35%</b>      |
| <b>Résultat exceptionnel</b>                             | <b>41 257</b>              | <b>61 380</b>              | <b>120 283</b>             | <b>102 288</b>             | <b>20 276</b>              | <b>-51%</b>      |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | 153 232                    | 188 755                    | 306 785                    | 286 220                    | 283 411                    |                  |
| Impôts sur les bénéfices                                 | 320 583                    | 391 950                    | 484 328                    | 429 177                    | 464 939                    |                  |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>                                | <b>10 307</b>              | <b>12 388</b>              | <b>13 723</b>              | <b>14 094</b>              | <b>14 399</b>              |                  |
|  | <b>218</b>                 | <b>738</b>                 | <b>747</b>                 | <b>251</b>                 | <b>632</b>                 | <b>40%</b>       |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>                                 | <b>10 044</b>              | <b>12 197</b>              | <b>12 928</b>              | <b>13 268</b>              | <b>13 527</b>              |                  |
|  | <b>247</b>                 | <b>600</b>                 | <b>884</b>                 | <b>635</b>                 | <b>106</b>                 | <b>35%</b>       |
| <b>Résultat net (bénéfice ou perte)</b>                  | <b>262 971</b>             | <b>191 138</b>             | <b>794 863</b>             | <b>825 616</b>             | <b>872 526</b>             | <b>232%</b>      |
| <b>Variation du résultat net de n/n-1</b>                |                            | -27%                       | 316%                       | 4%                         | 6%                         |                  |
|  |                            |                            |                            |                            |                            |                  |
|  | 2005                       | 2006                       | 2007                       | 2008                       | 2009                       | <b>2009/2005</b> |
| salaires et traitements                                  | 1 985<br>533               | 2 125<br>382               | 2 445<br>738               | 2 501<br>169               | 2 495<br>489               | <b>26%</b>       |
| charges sociales   | 962 467                    | 1 027<br>083               | 1 171<br>005               | 1 174<br>892               | 1 206<br>543               | <b>25%</b>       |
| charges de personnel                                     | <b>2 948</b><br><b>000</b> | <b>3 152</b><br><b>465</b> | <b>3 616</b><br><b>743</b> | <b>3 676</b><br><b>061</b> | <b>3 702</b><br><b>032</b> | <b>26%</b>       |
| charges d'exploitation                                   | 9 276<br>735               | 11 297<br>934              | 11 621<br>865              | 12 304<br>600              | 12 593<br>166              | <b>36%</b>       |
| <b>charges de personnel/charges d'exploitation</b>       | <b>32%</b>                 | <b>28%</b>                 | <b>31%</b>                 | <b>30%</b>                 | <b>29%</b>                 | <b>-7%</b>       |
|  |                            |                            |                            |                            |                            |                  |
|  | 2005                       | 2006                       | 2007                       | 2008                       | 2009                       | <b>2009/2005</b> |
| ventes et produits divers                                | 9 756<br>674               | 11 943<br>025              | 12 778<br>650              | 13 368<br>842              | 13 899<br>677              | <b>42%</b>       |
| ratio ventes et produits/recettes d'exploitation         | 99%                        | 99%                        | 98%                        | 99%                        | 98%                        | <b>-1%</b>       |
| Subventions  | 28 688                     | 6 885                      | 500                        | 0                          | 0                          |                  |
| ratio subventions/recettes d'exploitation                | 0%                         | 0%                         | 0%                         | 0%                         | 0%                         |                  |
| produits d'exploitation                                  | 9 865<br>294               | 12 016<br>762              | 12 993<br>884              | 13 511<br>856              | 14 140<br>297              | <b>43%</b>       |
|  |                            |                            |                            |                            |                            |                  |
|  | 2005                       | 2006                       | 2007                       | 2008                       | 2009                       |                  |
| produits exceptionnels                                   | <b>249 392</b>             | <b>258 468</b>             | <b>572 714</b>             | <b>306 947</b>             | <b>154 737</b>             |                  |
| sur opérations de gestion                                | 0                          | 40 489                     | 0                          | 0                          |                            |                  |
| sur opérations en capital                                | 249 392                    | 217 979                    | 528 571                    | 293 769                    | 141 559                    |                  |
| dt 775   |                            |                            |                            |                            |                            |                  |
| dt 777   |                            |                            |                            |                            |                            |                  |

|                                  |    |    |        |        |        |
|----------------------------------|----|----|--------|--------|--------|
| dt 778                           |    |    |        |        |        |
| Reprises sur provisions (787)    | 0  | 0  | 44 143 | 13 178 | 13 178 |
| dont transferts de charges (797) | ns | ns | ns     | ns     | ns     |

**Source : rapports du commissaire aux comptes et liasses  
fiscales**

## Annexe n° 2 – Calcul de la C.A.F au cours de la période 2005 - 2009

|   | 2005                 | 2006                 | 2007                 | 2008                 | 2009                 | évolution<br>2009/200<br>5 |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------------|
| capacité d'autofinancement                                      |                      |                      |                      |                      |                      |                            |
| <b>Résultat net de l'exercice</b>                               | <b>262 971</b>       | <b>191 138</b>       | <b>794 863</b>       | <b>825 616</b>       | <b>872 526</b>       | <b>232%</b>                |
| + Dotations aux amortissements et aux provisions :              | 2 032<br>626         | 1 919<br>431         | 187006<br>2          | 1 511<br>083         | 1 274<br>405         | <b>-37%</b>                |
| - Reprises sur amortissements et provisions :                   | -24 454              | -15                  | -141214              | 153410               | -                    | <b>756%</b>                |
| - Subventions d'investissement virées au résultat (cpté 777)    | 0                    | 166 440              | 147 806              | 114 099              | 122 309              |                            |
| - Produits des cessions d'éléments d'actif (cpté 775)           | 182 302              | 51 539               | 380 765              | 179 670              | 19 250               |                            |
| + Valeur comptable des éléments immobilisés et financiers cédés | ns                   | 34 613               | 383 942              | 113 693              | 13 507               |                            |
| <b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE</b>                 | <b>2 453<br/>445</b> | <b>2 363<br/>146</b> | <b>3 436<br/>224</b> | <b>2 590<br/>751</b> | <b>2 092<br/>582</b> | <b>-15%</b>                |
| annuité emprunts en capital: <i>non renseigné</i>               | 0                    |                      |                      |                      | 0                    |                            |
| <b>CAF nette du remboursement en K des emprunts</b>             | <b>2 453<br/>445</b> |                      |                      |                      | <b>2 092<br/>582</b> | <b>-15%</b>                |
|   |                      |                      |                      |                      |                      |                            |
|   | <b>2 005</b>         | <b>2 006</b>         | <b>2007</b>          | <b>2008</b>          | <b>2009</b>          |                            |
| <b>Excédent brut d'exploitation</b>                             | <b>2 339<br/>583</b> | <b>2 407<br/>380</b> | <b>2 982<br/>634</b> | <b>2 526<br/>812</b> | <b>2 475<br/>055</b> | <b>6%</b>                  |
| + Transferts de charges (d'exploitation)                        | 55 229               | 66 808               | 120 286              | 44 475               | 49 078               | <b>-11%</b>                |
| + Autres produits d'exploitation                                | 249                  | 29                   | 125                  | 5                    | 555                  | <b>123%</b>                |
| - Autres charges d'exploitation                                 | -16 748              | -22 008              | -23 776              | -26 377              | -14 957              | <b>-11%</b>                |
| +/- Quote-part de résultat sur opérations faites en commun      | 0                    | 0                    | 0                    | 0                    | 0                    |                            |
| + Produits financiers (a)                                       | 192 532              | 113 508              | 157 149              | 275 448              | 104 598              | <b>-46%</b>                |
| - reprises sur provisions financières                           | 0                    | 0                    | -2 748               | -41 698              | -5 250               |                            |
| - Charges financières (b)                                       | -85 562              | -121<br>873          | -63 475              | -43 979              | -51 130              | <b>-40%</b>                |
| +dotations aux amortissements et provisions financières         | 10 650               | 39 046               | 0                    | 0                    | 0                    |                            |
| + Produits exceptionnels (c)                                    | 249 392              | 258 468              | 572 714              | 306 947              | 154 737              |                            |
| - produits des cessions d'éléments actif                        | -44 130              | -51 539              | -380<br>765          | -179<br>670          | 19 250               |                            |
| - subventions d'investissement rapportées au résultat           | -205<br>262          | -166<br>440          | -147<br>806          | -114<br>099          | -122<br>309          |                            |
| - reprises sur provisions exceptionnelles                       | 0                    | 0                    | -44 143              | -13 178              | -13 178              |                            |
| - Charges exceptionnelles (d)                                   | -208<br>135          | -197<br>088          | -452<br>431          | -204<br>659          | -134<br>461          | <b>-35%</b>                |
| + valeur comptable des immobilisations cédées                   | 0                    | 34 613               | 383 942              | 113 693              | 13 507               |                            |
| + dotations aux amortissements et provisions exceptionnels      | 207 768              | 146 989              | 68 489               | 74 890               | 120 819              |                            |
| - Participation des salariés aux résultats                      | 153 232              | 188 755              | 306 785              | 286 220              | 283 411              |                            |
| - Impôts sur les bénéfices                                      | -320<br>583          | -391<br>950          | -484<br>328          | -429<br>177          | -464<br>939          |                            |
| <b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE</b>                 | <b>2 328<br/>215</b> | <b>2 304<br/>698</b> | <b>2 992<br/>652</b> | <b>2 575<br/>653</b> | <b>2 414<br/>786</b> | <b>4%</b>                  |

(a) Sauf reprises sur provisions

(b) Sauf dotations aux amortissements et aux provisions financiers

(c) Sauf :

- produits des cessions d'immobilisations
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice
- reprises sur provisions exceptionnelles

(d) Sauf :

- valeur comptable des immobilisations cédées
- dotations aux amortissements et aux provisions exceptionnels

## Annexe n° 3 – Soldes intermédiaires de gestion au cours de la période 2005 - 2009

| ANNEE  | 2005                 | 2006                  | 2007                  | 2008                  | 2009                  | évolution<br>2009/2005 |
|--|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| Ventes de marchandises                                   | 0                    | 0                     | 4 163                 | 0                     | 0                     |                        |
| Coût d'achat des marchandises vendues                    | 0                    | 0                     | -3 532                | 0                     | 0                     |                        |
| <b>Marge commerciale</b>                                 | <b>0</b>             | <b>0</b>              | <b>631</b>            | <b>0</b>              | <b>0</b>              |                        |
| Production vendue  | 9 756<br>674         | 11 943<br>025         | 12 774<br>487         | 13 368<br>842         | 13 899<br>677         | <b>42%</b>             |
| Production stockée (SF-SI)                               | 0                    | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |                        |
| Production immobilisée                                   | 0                    | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |                        |
| <b>Production de l'exercice</b>                          | <b>9 756<br/>674</b> | <b>11 943<br/>025</b> | <b>12 775<br/>118</b> | <b>13 368<br/>842</b> | <b>13 899<br/>677</b> | <b>42%</b>             |
| Achats d'approvisionnements                              | 0                    | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |                        |
| Variation des stocks (=+sd603-sc603)                     | -402                 | 628                   | -2 018                | 30                    | -2 452                |                        |
| Autres achats et charges externes                        | -3 502<br>108        | -5 357 719            | -5 075 834            | -6 049 610            | -6 065 885            | <b>73%</b>             |
| Consommation en provenance des tiers                     | -3 502<br>510        | -5 357 091            | -5 077 852            | -6 049 580            | -6 068 337            | <b>73%</b>             |
| <b>Valeur ajoutée (VA)</b>                               | <b>6 254<br/>164</b> | <b>6 585 934</b>      | <b>7 697 266</b>      | <b>7 319 262</b>      | <b>7 831 340</b>      | <b>17%</b>             |
| Subvention d'exploitation                                | 28 688               | 6 885                 | 500                   | 0                     | 0                     |                        |
| Impôts et taxes  | -995 269             | -1 032 974            | -1 098 389            | -1 116 389            | -1 654 253            | <b>66%</b>             |
| Charges de personnel                                     | -2 948<br>000        | -3 152 465            | -3 616 743            | -3 676 061            | -3 702 032            | <b>26%</b>             |
| <b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>                | <b>2 339<br/>583</b> | <b>2 407 380</b>      | <b>2 982 634</b>      | <b>2 526 812</b>      | <b>2 475 055</b>      | <b>6%</b>              |
| Reprises sur amortissements et provisions                | 24 454               | 15                    | 94 323                | 98 534                | 190 987               | <b>681%</b>            |
| Transfert de charges                                     | 55 229               | 66 808                | 120 286               | 44 475                | 49 078                | <b>-11%</b>            |
| Autres produits  | 249                  | 29                    | 125                   | 5                     | 555                   | <b>123%</b>            |
| Dotations aux amortissements et provisions               | -1 814<br>208        | -1 733 396            | -1 801 573            | -1 436 193            | -1 153 586            | <b>-36%</b>            |
| Autres charges   | -16 748              | -22 008               | -23 776               | 0                     | 0                     | <b>-100%</b>           |
| <b>Résultat d'exploitation (REX)</b>                     | <b>588 559</b>       | <b>718 828</b>        | <b>1 372 019</b>      | <b>1 233 633</b>      | <b>1 562 089</b>      | <b>165%</b>            |
| Produits financiers                                      | 192 532              | 113 508               | 157 149               | 275 448               | 104 598               | <b>-46%</b>            |
| Charges financières                                      | -85 562              | -121 873              | -63 475               | -43 979               | -51 130               | <b>-40%</b>            |
| Quotes-parts sur opérations faites en commun             |                      |                       |                       |                       |                       |                        |
| <b>Résultat courant</b>                                  | <b>695 529</b>       | <b>710 463</b>        | <b>1 465 693</b>      | <b>1 465 102</b>      | <b>1 615 557</b>      | <b>132%</b>            |
| Produits exceptionnels                                   | 249 392              | 258 468               | 572 714               | 306 947               | 154 737               |                        |
| Charges exceptionnelles                                  | -208 135             | -197 088              | -452 431              | -204 659              | -134 461              | <b>-35%</b>            |
| <b>Résultat exceptionnel</b>                             | <b>41 257</b>        | <b>61 380</b>         | <b>120 283</b>        | <b>102 288</b>        | <b>20 276</b>         | <b>-51%</b>            |
| Participation des salariés                               | 153 232              | 188 755               | 306 785               | 286 220               | 283 411               |                        |
| Impôts sur les bénéficiaires                             | -320 583             | -391 950              | -484 328              | -429 177              | -464 939              |                        |
| <b>Résultat de l'exercice</b>                            | <b>569 435</b>       | <b>568 648</b>        | <b>1 408 433</b>      | <b>1 424 433</b>      | <b>1 454 305</b>      | <b>155%</b>            |
| Produits des cessions d'éléments d'actif (cpte 775)      |                      | 51 539                | 380 765               | 179 670               | 19 250                |                        |
| Valeur comptable des éléments cédés (cpte 675)           |                      | 34 613                | 383 942               | 113 693               | 13 507                |                        |
| <b>Plus-values et MV sur cessions d'éléments d'actif</b> | <b>0</b>             | <b>16 926</b>         | <b>-3 177</b>         | <b>65 977</b>         | <b>5 743</b>          | <b>0</b>               |



## Annexe n° 4 – Bilan de la SEM pour la période 2005 – 2009

|   | ACTIF (Valeurs nettes)                              | 2005                  | 2006                  | 2007                  | 2008                  | 2009                  |
|---|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Capital souscrit non appelé                                 |   | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |
| Immobilisations incorporelles (20)                          |   | 1 778                 | 71 385                | 5 091                 | 8 465                 | 7 247                 |
| Immobilisations corporelles                                 |   |                       |                       |                       |                       |                       |
|   | Terrains (211-212)                                  | 1 141<br>700          | 1 138<br>306          | 648 925               | 508 362               | 765 353               |
|   | Constructions (213)                                 | 1 437<br>605          | 1 360<br>771          | 1 300<br>888          | 1 223 155             | 3 136<br>896          |
|   | Constructions sur sol d'autrui (214)                | 1 172<br>880          | 1 224<br>860          | 1 409<br>310          | 1 303 166             | 1 661<br>875          |
|   | Instal. techniques, matériel et outil.indust. (215) | 1 892<br>155          | 1 647<br>039          | 1 225<br>022          | 1 042 980             | 1 941<br>201          |
|   | Immob.reçues au titre d'une mise à dispo (217)      | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |
|   | Autres immobilisations corporelles (218)            | 259 850               | 202 686               | 152 156               | 84 590                | 141 722               |
|   | Immobilisations corporelles en cours (23)           | 64 542                | 131 059               | 142 125               | 1 249 859             | 0                     |
|   | Avances et acomptes                                 | 0                     | 3 218                 | 703                   | 0                     | 0                     |
| Immobilisations financières                                 |   |                       |                       |                       |                       |                       |
|   | Participations (261)                                | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |                       |
|   | Autres titres immobilisés                           | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |                       |
|   | Prêts (274)   | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |                       |
|   | Autres (275 ...)                                    | 0                     | 1 500                 | 3 050                 | 14 150                | 1 800                 |
|   | <b>Total I</b>                                      | <b>5 970<br/>510</b>  | <b>5 780<br/>824</b>  | <b>4 887<br/>270</b>  | <b>5 434 727</b>      | <b>7 656<br/>094</b>  |
| Stocks et en cours  |   | 31 143                | 31 771                | 29 753                | 29 783                | 27 331                |
| Produits intermédiaires finis                               |   | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     | 0                     |
| Avances et acomptes versés sur commandes                    |   | 0                     | 419                   | 0                     | 703                   | 0                     |
| Créances clients et comptes rattachés (411-412-413-416-418) |   | 1 835<br>196          | 1 393<br>878          | 2 278<br>352          | 2 221 836             | 2 416<br>539          |
| Autres créances   |   | 263 665               | 203 651               | 154 704               | 456 588               | 1 003<br>408          |
| Valeurs mobilières de placement                             |   | 3 879<br>268          | 5 399<br>817          | 5 705<br>177          | 6 245 313             | 5 999<br>522          |
| Disponibilités  |   | 1 239<br>181          | 1 304<br>351          | 1 214<br>434          | 1 015 137             | 136 335               |
| Charges constatées d'avance                                 |   | 30 631                | 41 114                | 36 062                | 57 630                | 62 939                |
|   | <b>Total II</b>                                     | <b>7 279<br/>084</b>  | <b>8 375<br/>001</b>  | <b>9 418<br/>482</b>  | <b>10 026<br/>990</b> | <b>9 646<br/>074</b>  |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)            |   |                       |                       | 0                     | 0                     |                       |
| Ecart de conversion Actif (IV)                              |   |                       |                       | 0                     | 0                     |                       |
|   | <b>TOTAL GENERAL (0 + I + II + III + IV)</b>        | <b>13 249<br/>594</b> | <b>14 155<br/>825</b> | <b>14 305<br/>752</b> | <b>15 461<br/>717</b> | <b>17 302<br/>168</b> |



|   |  |               |               |               |                  |               |
|---|--|---------------|---------------|---------------|------------------|---------------|
| Dettes sur immobilisations (404)                                |  | 108 485       | 401 812       | 142 939       | 315 744          | 229 667       |
| Autres dettes (466 - 467c) crédit de trésorerie (519)           |  | 15 113        | 6 067         | 11 392        | 5 581            | 7 005         |
| Produits constatés d'avance                                     |  | 0             | 0             | 0             | 0                | 808           |
|   | <b>Total III</b>                           | <b>3 762</b>  | <b>4 190</b>  | <b>3 457</b>  | <b>3 655 043</b> | <b>4 123</b>  |
|   |  | <b>112</b>    | <b>457</b>    | <b>839</b>    |                  | <b>424</b>    |
| Ecarts de conversion Passif (IV)                                |  | 0             | 0             | 0             | 0                | 0             |
|   |  |               |               |               |                  |               |
|   | <b>TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV )</b> | <b>13 249</b> | <b>14 155</b> | <b>14 305</b> | <b>15 461</b>    | <b>17 302</b> |
|   |  | <b>593</b>    | <b>827</b>    | <b>752</b>    | <b>715</b>       | <b>168</b>    |
| (1) dont concours bancaires courants et soldes créd. de banques |  | ns            | ns            | ns            | ns               | ns            |
| passif brut   |  | 17 361 659    | 18 358 265    | 19 326 123    | 20 896 728       | 23 367 076    |
| actif brut  |  | 17 361 660    | 18 358 263    | 19 326 123    | 20 896 730       | 23 367 076    |

SOURCE : RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

### Annexe n° 5 – Révisions – Formules - Facturation

Evolution tarifaire des marchés de transfert, transport et traitement  
des déchets ménagers au cours de la période 2000 – 2011 : prix unitaires facturés, hors taxe

*-Période d'affermage Arcavi de 1991 à 2000*

|      |                  | ARCAVI (*)     |
|------|------------------|----------------|
| 2000 | Prix unitaire    | 43,60 €        |
|      | Taxe parafiscale |                |
|      | TGAP             | 9,15 €         |
|      | <b>Total</b>     | <b>52,75 €</b> |

source : Valodea : Prix facturés (mandats et factures à l'appui).

(\*) prix unitaires hors TGAP et hors « participation pour garantie financière ».

*-Périodes marché public 2001 à 2010 et nouveau marché 2011-2018*

|      |                  | ARCAVI         | Sous Traitance |
|------|------------------|----------------|----------------|
| 2001 | Prix unitaire    | 58,85€         | 42,69 €        |
|      | Taxe parafiscale |                |                |
|      | TGAP             | 9,15 €         | 9,15 €         |
|      | <b>Total</b>     | <b>68€</b>     | <b>51,84 €</b> |
| 2002 | Prix unitaire    | 58,85€         | 43,10 €        |
|      | Taxe parafiscale |                |                |
|      | TGAP             | 9,15 €         | 9,15 €         |
|      | <b>Total</b>     | <b>68€</b>     | <b>52,25 €</b> |
| 2003 | Prix unitaire    | 59,90€         | 59,33 €        |
|      | Taxe parafiscale |                |                |
|      | TGAP             | 9,15 €         | 9,15 €         |
|      | <b>Total</b>     | <b>69,05€</b>  | <b>68,48 €</b> |
| 2004 | Prix unitaire    | 61,40€         | 60,27 €        |
|      | Taxe parafiscale |                |                |
|      | TGAP             | 9,15 €         | 9,15 €         |
|      | <b>Total</b>     | <b>70,55€</b>  | <b>69,42 €</b> |
| 2005 | Prix unitaire    | 63,25€         | 66,91 €        |
|      | Taxe parafiscale |                |                |
|      | TGAP             | 7,50 €         | 7,50 €         |
|      | <b>Total</b>     | <b>70,75 €</b> | <b>74,41 €</b> |
| 2006 | Prix unitaire    | 66,28€         | 70,32 €        |
|      | Taxe parafiscale |                |                |
|      | TGAP             | 7,50 €         | 7,50 €         |
|      | <b>Total</b>     | <b>73,78€</b>  | <b>77,82 €</b> |
| 2007 | Prix unitaire    | 68,69€         | 66,92 €        |
|      | Taxe parafiscale |                |                |
|      | TGAP             | 8,10 €         | 8,10 €         |
|      | <b>Total</b>     | <b>76,79€</b>  | <b>75,02 €</b> |
| 2008 | Prix unitaire    | 71,44€         | 70,43 €        |
|      | Taxe parafiscale |                |                |
|      | TGAP             | 8,21 €         | 8,21 €         |

|      |                  |               |                |
|------|------------------|---------------|----------------|
|      | <b>Total</b>     | <b>79,65€</b> | <b>78,64 €</b> |
| 2009 | Prix unitaire    | 74,10€        | 70,77 €        |
|      | Taxe parafiscale | 1,00 €        |                |
|      | TGAP             | 13,00 €       | 13,00 €        |
|      | <b>Total</b>     | <b>88,10€</b> | <b>83,77 €</b> |
|      |                  |               |                |
| 2010 | Prix unitaire    | 73,48€        | 71,16 €        |
|      | Taxe pf.         | 1,00 €        |                |
|      | TGAP             | 17,00 €       | 17,00 €        |
|      | <b>Total</b>     | <b>91,48€</b> | <b>88,16 €</b> |
| 2011 | Prix unitaire    | 57,00 €       |                |
|      | Transfert        | 11,66 €       |                |
|      | Transport        | 10,96 €       |                |
|      | Taxe parafiscale | 1,00 €        |                |
|      | TGAP             | 11,00 €       |                |
|      | <b>Total</b>     | <b>91,62€</b> |                |

Source : Valodea : Prix facturés (mandats et factures à l'appui).

### **Révisions des prix du marché de transfert et traitement des ordures ménagères**

*Prix de base et modalités de révision :*

|               | en francs              | en euros | en francs    | en euros       |
|---------------|------------------------|----------|--------------|----------------|
|               | prix acte d'engagement |          | Prix av. n°1 |                |
| <b>Arcavi</b> | 434,00 F               | 66,16€   | 386,00 F     | <b>58,85 €</b> |

Source : Valodea

Le tableau ci-dessus indique les prix mentionnés sur l'acte d'engagement du marché de transfert et traitement des déchets ménagers pour la période de 2001 à 2010 inclus, ainsi que les prix modifiés par l'avenant n°1 en 2001 qui servent de bases aux formules de révisions annuelles.

NB : Pour Arcavi le tarif de l'acte d'engagement est différent du tarif retenu lors de l'ouverture des plis de l'appel d'offres, soit 66,16 euros au lieu de 62,05 euros (407 francs) ; le prix de 62,05 € a été déterminé par la commission d'appel d'offres après rectification par cette commission d'une erreur de calcul d'Arcavi, reconnue par Arcavi ; c'est le prix de 62,05 euros retenu par la commission d'appel d'offres qui servira de base aux modifications ultérieures, dont l'avenant n°1.

**L'avenant n°1 du 21 août 2001 pour la société Arcavi** modifie le prix unitaire prévu aux marchés signés en octobre 2000, en distinguant le tarif concernant les ordures ménagères de celui des encombrants.

Ils introduisent à la suite du prix retenu la mention « prix hors garantie financière », l'ensemble des documents contractuels antérieurs ne portant que la mention « hors TGAP ».

Le nouveau tarif des ordures ménagères est diminué de 3,20 euros par rapport au prix de base retenu par la commission d'appel d'offres, soit 58,85 euros pour Arcavi.

**L'avenant n°4 du 6 février 2003** précise la référence de la révision : initialement prévue dans l'article 11.3 du CCAP au « 1<sup>er</sup> janvier de chaque année », la révision se calcule désormais « selon les valeurs des derniers indices connus et publiés au mois de décembre de l'année écoulée ».

*-Formules de révision*

**Formule initiale oct. 2000 :**

**Mois de référence septembre 2000** (article 11.2 du CCAP)

**$P = P_0 \times [(0,15 + (0,40 \times S/S_0)) + (0,15 \times G/Go) + (0,15 \times U/U_0) + (0,15 \times PSDA/PSDA_0)]$**

P Rémunération révisée

P<sub>0</sub> Rémunération de base au mois « zéro » du marché

So (Salaires) est calculé à partir de l'indice CHA de septembre 2000 à savoir 316,7 multiplié par le coefficient CS1 D de septembre 2000 à savoir 1,7649,

Go (gazole pour moteur diesel toutes ventes) de base 100 en 2000.

Uo (véhicule utilitaire) par application des modifications de l'article 2 du présent avenant est 100,

PSDAo (produits et services divers) est de 111,0 L'indice PSDA jusqu'à juin 2004

L'indice FSD1 juillet 2004 (Indice Frais et Services Divers) remplace le PSDA et est de 100

**\* L'avenant n°5 du 18 janvier 2005 remplace PSDA par**

PSDA juillet 2004 / PSDAo x FSD1 / FSD1o juillet 2004 soit  $115,5/111 = 1,04054054$ .

L'indice PSDA juillet 2004 est de 115,5 et l'indice FSD1 juillet 2004 est de 100.

La formule en 2005 est ainsi la suivante :

$$P = P_o \times ((0,15 + (0,40 \times S/S_o)) + (0,15 \times G/Go)) + (0,15 \times U/U_o) + (0,15 \times \text{nouveauPSD1/nouveauPSD1o})$$

**\* L'avenant n°12 du 16 mars 2007 modifie les indices U et G :**

L'indice G qui figure dans la formule de révision du marché sera remplacé par l'indice G 23227

L'indice U qui figure dans la formule de révision du marché sera remplacé par l'indice VUT 34-10-01 (véhicules utilitaires) de base 100 en 2000.

-Coefficients de révision, écarts constatés entre les prix pratiqués et les tarifs révisés par la Chambre.

Les coefficients ci-dessous sont issus des indices du Moniteur connus en décembre de l'année précédant la révision, conformément aux termes de l'avenant n°4 du 6 février 2003 ci-dessus mentionné qui stipule que la révision se calcule désormais « selon les valeurs des derniers indices connus et publiés au mois de décembre de l'année écoulée ».

Les prix facturés pris en compte sont les prix hors taxes et hors participation pour garantie financière.

Les tarifs sont indiqués en euros.

|                            | Année  | 2005   | 2006   | 2007   | 2008   | 2009   | 2010   |
|----------------------------|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Arcavi<br>Base :<br>58,85€ | coefficient de révision calculé par la CRC en application de l'avenant n°1.  | 1,1093 | 1,1524 | 1,1669 | 1,2350 | 1,2417 | 1,2486 |
|                            | prix facturé HT et Hors GF   | 63,25  | 66,28  | 68,69  | 71,44  | 74,10  | 73,48  |
|                            | tarif HT et Hors GF calculé par la Chambre avec coef de révision au contrat. | 65,28  | 67,82  | 68,67  | 72,68  | 73,07  | 73,48  |
| Ecart Arcavi               |  | -2,03  | -1,54  | 0,02   | -1,24  | 1,03   | 0      |

Source : Valodea et facturation Arcavi

**Indices relevés dans le Moniteur – base de révision : indices connus au 31 décembre de l'année écoulée.**

|       | 2004          | 2005          | 2006          | 2007      | 2008      | 2009      | 2010      |
|-------|---------------|---------------|---------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| CHAO  | 316,7         | 316,7         | 316,7         | 316,7     | 316,7     | 316,7     | 316,7     |
| CHA   |               | 372,3         | 383,7         | 389,8     | 404,8     | 419       | 435,2     |
| CS1D0 | 1,7649        | 1,7649        | 1,7649        | 1,7649    | 1,7649    | 1,7649    | 1,7649    |
| CS1D  |               | 1,7786        | 1,7764        | 1,7629    | 1,7686    | 1,7666    | 1,7669    |
| SO    | 558,9438<br>3 | 558,9438<br>3 | 558,9438<br>3 | 558,94383 | 558,94383 | 558,94383 | 558,94383 |

|       |     |               |               |           |           |          |           |
|-------|-----|---------------|---------------|-----------|-----------|----------|-----------|
| S     | 0   | 662,1727<br>8 | 681,6046<br>8 | 687,17842 | 715,92928 | 740,2054 | 768,95488 |
| GO    | 100 | 100           | 100           | 100       | 100       | 100      | 100       |
| G     |     | 114,7         | 126,6         | 125,4     | 148,3     | 136      | 130,34    |
| UO    | 100 | 100           | 100           | 100       | 100       | 100      | 100       |
| U     |     | 103,2         | 105,4         | 109,4     | 112,4     | 115,9    | 116,64    |
| FSD10 | 100 | 100           | 100           | 100       | 100       | 100      | 100       |
| FDS1  |     | 101,6         | 106,8         | 110,8     | 116,4     | 118      | 114       |

Source : Valodea

Evolution de l'écart entre le prix facturé par la SEM ARCAVI  
et le prix révisé au cours de la période 2005 - 2010

|  | 2005     | 2006    | 2007   | 2008    | 2009   | 2010   |
|--|----------|---------|--------|---------|--------|--------|
| Prix révisé par la Chambre (en €)            | 65,28    | 67,82   | 68,67  | 72,68   | 73,07  | 73,48  |
| Prix facturé hors garantie financière (en €) | 63,25    | 66,28   | 68,69  | 71,44   | 74,10  | 73,48  |
| Ecart (en €)                                 | -2,03    | -1,54   | 0,02   | -1,24   | 1,03   | 0      |
| Déchets enfouis à Eteignières (en tonnes)    | 59 823   | 58 203  | 58 173 | 55 638  | 55 035 | 53 195 |
| Différentiel prix révisé et facturé          | -121 441 | -89 633 | 1 163  | -68 991 | 56 686 | 0      |

(Source: VALODEA - prix facturés et tonnages)

(\*) Total 2005-2010 : - 222 216 euros

-Incidence de la participation pour garantie financière :

Les tarifs retenus par la Chambre pour le calcul des écarts avec la révision prévue au contrat sont les prix unitaires (à la tonne) facturés hors taxes (TGAP, taxe parafiscale, TVA), et hors « garantie financière », l'avenant n°1, base des révisions, précisant que le prix indiqué s'entend « hors garantie financière ».

Les prix unitaires indiqués au contrat sont :

**-Prix retenus pour la commission d'appel d'offres :**

Arcavi : 407 F HT, soit 62,05 €;

**-Prix à l'acte d'engagement :**

Arcavi : 434 F HT, soit 66,16 €; c'est le prix de 62,05 € qui a été retenu par les parties au contrat après constat d'une erreur matérielle admise par les parties.

**-Prix à l'avenant n°1 :**

L'avenant n°1 décompose le tarif en séparant les objets encombrants et les ordures ménagères. Le tarif de transfert et traitement des ordures ménagères, étudié ici, devient en prix de base unitaire à la tonne:

Arcavi : 386 F HT, soit 58,85 euros.

On constate une diminution de 3,20 euros sur le tarif retenu initialement devant la commission d'appel d'offres.

L'avenant n°1, nouvelle base pour la révision des prix, indique par ailleurs pour les deux sociétés et pour la première fois au contrat, que ces tarifs s'entendent « hors garantie financière ».

Aucun chiffrage cependant, ni modalités de calcul, ne sont mentionnés au contrat pour préciser le montant de cette garantie financière.

Jusqu'en 2008, Arcavi facture ses prestations en prenant pour base des révisions le tarif de 58,85 euros (soit -3,20 euros par rapport au prix initial du contrat) et en indiquant, en sus dans ses factures, une garantie financière de 3,20 euros.

A compter de 2009, la garantie financière n'apparaît plus en mention explicite sur la facture. Il résulte de l'instruction que le tarif comprend toujours 58,85 € à réviser, plus 3,20 euros, (soit après révision : 77,30 € = 74,10 € + 3,20 €).

En 2010 la mention de la garantie financière ne figure plus explicitement sur la facture, mais cette garantie est intégrée dans le prix de base et subit la révision, ce qui la porte à 4 euros (d'où l'application d'un tarif de 73,49 € + 4 €).

L'incidence sur les tarifs pratiqués de cette participation pour garantie financière effectivement facturée par le prestataire est la suivante :

Arcavi : 3,20 € x (tonnages OM facturés de 2001 à 2009) + 4 € x (tonnage OM 2010) =  
**1 130 770 euros.**

## Annexe n° 6 – Evolution des frais de fonctionnement et du siège au cours de la période 2005 - 2009

euros.

## Traitements+charges sociales+intéressement / siège et direction de 2005 à 2009

|      | 2 005       |               |                   |                  | 2 006       |               |         |                  | 2 007       |               |         |
|------|-------------|---------------|-------------------|------------------|-------------|---------------|---------|------------------|-------------|---------------|---------|
|      | Traitements | Avantg.nature | Charges employeur | TT 2005          | Traitements | Avantg.nature | Charges | TT 2006          | Traitements | Avantg.nature | Charges |
|      | 428 450     | 15 026        | 198 190           | <b>641 666</b>   | 467 150     | 15 139        | 216 534 | <b>698 823</b>   | 491 362     | 15 210        | 227 0   |
|      | 640 949     | 15 351        | 303 779           | <b>960 079</b>   | 748 378     | 18 066        | 356 826 | <b>1 123 270</b> | 861 966     | 18 137        | 411 4   |
|      | 2 005       |               |                   |                  | 2 006       |               |         |                  | 2 007       |               |         |
| en   |             |               |                   | <b>2 948 000</b> |             |               |         | <b>3 152 465</b> |             |               |         |
| ent  |             |               |                   | <b>21,77%</b>    |             |               |         | <b>22,17%</b>    |             |               |         |
|      |             |               |                   | 9 756 674        |             |               |         | 11 943 025       |             |               |         |
| res  |             |               |                   | <b>6,58%</b>     |             |               |         | <b>5,85%</b>     |             |               |         |
| ent/ |             |               |                   | <b>30,22%</b>    |             |               |         | <b>26,40%</b>    |             |               |         |
| et   |             |               |                   | 262 971          |             |               |         | 191 138          |             |               |         |
| nt   |             |               |                   | 120 213          |             |               |         | 356 193          |             |               |         |
| e+ge |             |               |                   | <b>1 080 292</b> |             |               |         | <b>1 479 463</b> |             |               |         |
| i    |             |               |                   | <b>11%</b>       |             |               |         | <b>12%</b>       |             |               |         |

| 2 008       |               |         |                  | 2 009       |               |         |                  |               |                                  | Evolut./<br>4 ans hors<br>intéressement |
|-------------|---------------|---------|------------------|-------------|---------------|---------|------------------|---------------|----------------------------------|---|
| Traitements | Avantg.nature | Charges | TT 2008          | Traitements | Avantg.nature | Charges | TT 2009          | Intéressement | TT 2009<br>avec<br>intéressement |   |
| 525 952     | 14 489        | 240 544 | <b>780 985</b>   | 583 738     | 12 500        | 265 000 | <b>861 238</b>   | 13 692        | <b>874 930</b>                   | 34,22%                                  |
| 911 573     | 17 684        | 436 848 | <b>1 366 105</b> | 925 930     | 17 338        | 435 327 | <b>1 378 595</b> | <b>27 553</b> | <b>1 406 148</b>                 | <b>43,59%</b>                           |

| Evénements<br>2005/<br>2009          | 2008 |                  | 2009 |                  |               |                  | Evolut./<br>4 ans hors<br>intérêts | Pa<br>n<br>2 |
|--------------------------------------|------|------------------|------|------------------|---------------|------------------|------------------------------------|--------------|
|                                      |      |                  |      |                  |               |                  |                                    |              |
| Investissements<br>non<br>financiers |      | <b>3 676 061</b> |      | <b>3 702 032</b> | <b>93 779</b> | <b>3 795 811</b> | <b>25,58%</b>                      |              |
| Investissements<br>financiers        |      | <b>21,25%</b>    |      | <b>23,26%</b>    |               | <b>23,05%</b>    |                                    |              |
| Autres                               |      | 13 368 842       |      | 13 899 677       |               | 13 899 677       | <b>42,46%</b>                      |              |
| Investissements<br>financiers<br>net |      | <b>5,84%</b>     |      | <b>6,20%</b>     |               | <b>6,29%</b>     |                                    |              |
| Investissements<br>financiers<br>net |      | <b>27,50%</b>    |      | <b>26,63%</b>    |               | <b>27,31%</b>    |                                    |              |
| Investissements<br>financiers<br>net |      | 825 616          |      | 872 526          |               | 872 526          | <b>231,80%</b>                     |              |
| Investissements<br>financiers<br>net |      | 889 818          |      | 905 823          |               | 905 823          | <b>653,52%</b>                     |              |
| Investissements<br>financiers<br>net |      | <b>2 255 923</b> |      | <b>2 284 418</b> |               | <b>2 311 971</b> | <b>111,46%</b>                     |              |
| Investissements<br>financiers<br>net |      | <b>17%</b>       |      | <b>16%</b>       |               | <b>17%</b>       | 2 498 002                          |              |

**Annexe n°7 –Résultat par site suivant répartition des charges de personnel  
du siège social - Année 2009**

|                           | Clé de répartition au chiffre d'affaires | Répartition charges de personnel du siège | Charges de personnel           |                                | Résultat à la balance          |                                |
|---------------------------|--|---|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
|                           |  |   | avec répartition charges siège | sans répartition charges siège | avec répartition charges siège | sans répartition charges siège |
| <b>Personnel du siège</b> |  | <b>1 351 162</b>                          |                                |                                |                                |                                |
| <b>Frais généraux</b>     |  |   |                                |                                | -813 480                       |                                |
| <b>Total siège</b>        |  |   |                                |                                |                                | -2 164 642                     |
| <b>CSD</b>                | <b>56%</b>                               | 756 650                                   | 1 136 475                      | 379 825                        | 3 537 133                      | 4 293 783                      |
| <b>UTL</b>                | <b>1%</b>                                | 13 512                                    | 101 286                        | 87 774                         | -537 960                       | -524 448                       |
| <b>Stations transf.</b>   | <b>13%</b>                               | 174 300                                   | 545 758                        | 371 458                        | -1 001 154                     | -826 854                       |
| <b>Platef.Eteignières</b> | <b>1%</b>                                | 17 565                                    | 65 216                         | 47 651                         | 26 363                         | 43 928                         |
| <b>C.T. Charleville</b>   | <b>11%</b>                               | 148 628                                   | 983 737                        | 835 109                        | -205 748                       | -57 120                        |
| <b>C.T.Fumay</b>          | <b>11%</b>                               | 148 628                                   | 773 430                        | 624 802                        | -33 738                        | 114 890                        |
| <b>Platef.Chalandry</b>   | <b>5%</b>                                | 64 856                                    | 202 470                        | 137 614                        | -135 189                       | -70 333                        |
| <b>D3E</b>                | <b>2%</b>                                | 27 023                                    | 27 023                         | 0                              | 55 923                         | 82 946                         |
| <b>Déchett. Chalandry</b> |  |   |                                |                                | -16 975                        | -16 975                        |
| <b>C.T.Chalandry</b>      |  |   |                                |                                | -11 353                        | -11 353                        |
| <b>Activités diverses</b> |  |   |                                |                                | 3 490                          | 3 490                          |
| <b>Non imputable</b>      |  |   | 38                             | 38                             | 38                             | 38                             |
| <b>Total Sites</b>        | <b>100%</b>                              | 1 351 162                                 | 3 835 433                      | 2 484 271                      | 867 350                        | 867 350                        |

Source: SEM ARCAVI

En euros - personnel permanent.